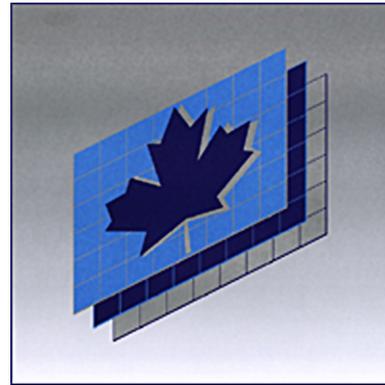




N°61-220-XIF au catalogue

# Loi sur les déclarations des personnes morales

1999



## Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Division de l'organisation et des finances de l'industrie, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-2604).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

<b>Service national de renseignements</b>	<b>1 800 263-1136</b>
<b>Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants</b>	<b>1 800 363-7629</b>
<b>Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt</b>	<b>1 800 700-1033</b>
<b>Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt</b>	<b>1 800 889-9734</b>
<b>Renseignements par courriel</b>	<b>infostats@statcan.ca</b>
<b>Site Web</b>	<b>www.statcan.ca</b>

## Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 61-220-XIF au catalogue est publié annuellement sous forme électronique dans le site Internet de Statistique Canada et est offert au prix de 30 \$ CA. Les utilisateurs peuvent obtenir des exemplaires ou s'abonner en visitant notre site Web à [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca) et en choisissant la rubrique Produits et services.

Ce produit est aussi disponible en version imprimée par l'entremise du service d'Impression sur demande, au prix de 54 \$ CA. Les frais de livraison supplémentaires suivants s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada :

	<b>Exemplaire</b>
<b>États-Unis</b>	6 \$ CA
<b>Autres pays</b>	10 \$ CA

Les prix ne comprennent pas les taxes de ventes.

La version imprimée peut être commandée par

- Téléphone (Canada et États-Unis) **1 800 267-6677**
- Télécopieur (Canada et États-Unis) **1 877 287-4369**
- Courriel **order@statcan.ca**
- Poste  
Statistique Canada  
Division de la diffusion  
Gestion de la circulation  
120, avenue Parkdale  
Ottawa (Ontario) K1A 0T6
- En personne au bureau régional de Statistique Canada le plus près de votre localité.

Lorsque vous signalez un changement d'adresse, veuillez nous fournir l'ancienne et la nouvelle adresse.

## Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136.



Statistique Canada

Division de l'organisation et des finances de l'industrie  
Section des statistiques financières et fiscales

# Loi sur les déclarations des personnes morales

1999

Contrôle étranger de l'économie canadienne

## **Rapport au Parlement**

*du ministre de l'Industrie présenté sous l'emprise de la Loi sur les déclarations des personnes morales*

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2002

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Juin 2002

N° 61-220-XIF au catalogue

Périodicité : annuelle

ISSN 1499-8564

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 61-220-XIE).

---

### **Note de reconnaissance**

*Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.*

## Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- néant ou zéro
- nombres infimes
- <sup>p</sup> préliminaire
- <sup>r</sup> rectifié
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

### NOTE:

En raison de l'arrondissement de certains chiffres, les totaux ne correspondent pas toujours à la somme de leurs composantes.

Données disponibles sur CANSIM II	Numéros des tableaux
<b>Série courante</b>	1999
Caractéristiques financières principales, par groupe de branches d'activité et contrôle	1790004
<b>Série historique</b>	1980-1998
Caractéristiques principales; les 4 et 8 plus importantes, et total, par contrôle	1790002
Pour 182 branches d'activité	
Pour 34 branches d'activité	
Caractéristiques principales des entreprises les plus importantes; incidence selon neuf divisions industrielles, par contrôle	1790003
Les 25 plus importantes	
Les 100 plus importantes	
Les 500 plus importantes	
De taille DPM	
Toutes les sociétés	

## **Table des matières**

	<b>Page</b>
<b>Introduction</b>	<b>5</b>
<b>Résumé</b>	<b>8</b>
<b>Section I - Contrôle étranger des entreprises exploitées au Canada - toutes les branches d'activité</b>	<b>9</b>
<b>Section II - Le secteur des finances et des assurances</b>	<b>11</b>
<b>Section III - Le secteur non financier</b>	<b>14</b>
<b>Section IV - Concentration des entreprises</b>	<b>20</b>
<b>Section V - Analyse selon la taille</b>	<b>25</b>
<b>Notes statistiques et définitions</b>	<b>29</b>
<b>Tableaux annexés</b>	<b>34</b>

## Remerciements

Cette publication a été rédigée sous la direction de :

- **Cynthia Baumgarten**, directrice, Division de l'organisation et des finances de l'industrie
- **Mark Marcogliese**, directeur adjoint, Division de l'organisation et des finances de l'industrie

## Économiste

- **Stewart Taylor**, chef d'unité
- **Ed Holmes**, économiste

## Soutien

- **Jeannine D'Angelo**, services aux clients
- **Johanne Desjardins**, coordinatrice de publications

Afin d'obtenir de plus amples renseignements, prière de communiquer avec Stewart Taylor au (613) 951-6564, par télécopieur au (613) 951-0318, ou par courriel à [taylste@statcan.ca](mailto:taylste@statcan.ca).

## Disponibilité de données supplémentaires

Des tableaux autres que ceux qui sont publiés peuvent être établis et distribués selon une formule de recouvrement des frais. Les demandes doivent être adressées à Jeannine D'Angelo, Division de l'organisation et des finances de l'industrie, Statistique Canada, Ottawa; téléphone (613) 951-2604, télécopieur (613) 951-0318.

Les données disponibles sont assujetties aux dispositions relatives à la confidentialité de la Loi sur les déclarations des personnes morales et de la Loi sur la statistique.

## Publications connexes

N° de

Catalogue Titre

61-221	CALURA : Aspects de l'organisation des entreprises
61-222	CALURA : Aspects du contrôle étranger
61-517	Liens de parenté entre sociétés offerte sur CD-ROM avec mises à jour trimestrielles
61-219	Statistiques financières et fiscales des entreprises, annuelle
61-008	Statistiques financières trimestrielles des entreprises
67-202	Bilan canadien des investissements internationaux, annuelle
67-203	Les transactions internationales des services du Canada, annuelle

## Introduction

### La Loi sur les déclarations des personnes morales

La *Loi sur les déclarations des personnes morales* (LDPM) exige la présentation au Parlement d'un rapport annuel qui donne un aperçu de la nature financière du contrôle étranger d'entreprises exploitées au Canada. Le niveau et la part de l'actif et des revenus d'exploitation des entreprises sous contrôle étranger au Canada sont analysés pour que cette question soit mieux cernée. Les nouvelles tendances et les mouvements inhabituels sont mis en relief et expliqués, lorsque c'est possible, pour que les nouveaux éléments d'information soient rendus publics.

Le présent rapport expose des éléments de mesure du contrôle étranger sous deux aspects : la part de l'actif d'entreprises exploitées au Canada contrôlée par des entités étrangères, et, dans une moindre mesure, leur part des revenus d'exploitation. Les entreprises dont il est question dans le présent rapport sont définies selon leur capacité de présenter un ensemble complet et consolidé d'états financiers pour leurs activités au Canada.

La valeur actuelle de l'actif appartenant à une entreprise, qu'elle soit sous contrôle étranger ou sous contrôle canadien, découle de ses décisions et de ses résultats financiers sur une période prolongée. Par conséquent, la mesure du contrôle étranger selon l'actif reflète les décisions économiques et la conjoncture du marché qui existait pendant un certain nombre d'années et elle est susceptible de refléter les tendances à plus long terme. Par ailleurs, comme les revenus d'exploitation traduisent habituellement la conjoncture des affaires une année donnée, elles sont par conséquent plus instables et plus rapides à réagir à la conjoncture actuelle. C'est ainsi que les mesures fondées sur les revenus servant à déterminer la part de la propriété étrangère sont plus susceptibles de fluctuer d'une année à l'autre. Par conséquent, le présent rapport s'intéressera principalement à l'analyse de l'actif et, à titre secondaire, à celle des revenus d'exploitation. Par exception, notre analyse de la concentration des entreprises portera principalement sur les revenus d'exploitation<sup>1</sup>.

La *Loi sur les déclarations des personnes morales* (LDPM) est administrée par le statisticien en chef du Canada sous l'autorité du ministre d'Industrie Canada. Elle a pour objet la collecte de renseignements sur les finances et la propriété des sociétés qui exercent des activités au Canada. Grâce à ces données, Statistique Canada peut évaluer la portée et les effets de la propriété et du contrôle des sociétés au Canada par des non-résidents.

La loi a été modifiée à plusieurs reprises, la dernière fois en 1998. L'ancienne loi, connue sous le nom de Loi sur les déclarations des personnes morales et des syndicats ouvriers (CALURA), avait été adoptée pour la première fois par le Parlement en 1962. Outre qu'elle recueillait des renseignements sur les finances et la propriété des affaires des sociétés (connue sous le nom de Partie 1), CALURA devait aussi collecter des données sur la portée et les effets de l'association de Canadiens avec des syndicats internationaux (connu sous le nom de Partie 2).

Lorsque la loi appelée CALURA a été adoptée en 1962, les syndicats internationaux comptaient pour les deux tiers de l'effectif syndical au Canada. Il y a eu depuis une tendance à la baisse généralisée, et les syndicats internationaux comptent maintenant pour moins du tiers de l'effectif syndical au Canada. Les données indiquent également une tendance à la baisse très graduelle du taux de syndicalisation, avec généralement peu de mouvements importants d'une année à l'autre. Comme il existait d'autres sources de données sur les syndicats, il semblait peu nécessaire de répéter ces efforts. Depuis la dernière modification adoptée en 1998, on a supprimé le volet des syndicats ouvriers sans modifier la Partie 1 qui nécessitait alors un changement de nom, d'où l'appellation *Loi sur les déclarations des personnes morales* (LDPM).

### Note aux utilisateurs des données sur les syndicats

Les données au sujet des syndicats sont tout de même disponibles – même si certaines ne proviennent pas du programme CALURA :

<sup>1</sup> Les économistes renvoient à différents types d'indices de la concentration à titre de mesure de l'« emprise sur le marché » des sociétés et du degré de concurrence qui existe entre elles. L'emprise sur le marché peut se définir comme la capacité de contrôler les prix ou la production ou d'exclure des concurrents de la branche d'activité ou du marché pertinent. La présente analyse classe les entreprises selon leurs revenus d'exploitation dans le but de refléter ces caractéristiques de l'entreprise.

- 1) l'Enquête sur la population active de Statistique Canada (publication n° 71-001PPB) constitue une importante source de données sur l'ampleur du mouvement syndical, sur les caractéristiques sociodémographiques des syndicats (et, en comparaison, des travailleurs non syndiqués) ainsi que sur les caractéristiques des emplois occupés tant par les syndiqués que les non-syndiqués (notamment la branche d'activité, la profession, les heures de travail et les taux salariaux);
- 2) les données sur les flux, en particulier les flux associés à la restructuration (croissance de l'emploi dans les industries de services et baisse dans les industries de production de biens), existent dans l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu de Statistique Canada (n° 75F0002MPE au catalogue);
- 3) Statistique Canada publie fréquemment des tableaux analytiques sur les travailleurs syndiqués et non syndiqués. Il est possible avec ces données de comparer les caractéristiques de l'emploi selon la branche d'activité, la province, la profession, les heures de travail et les taux salariaux, de même que les caractéristiques sociodémographiques comme l'âge et le sexe. (Un de leurs CD-ROM, Revue chronologique de la population active, n° 71F0004XCB au catalogue, fournit des données détaillées sur les syndicats.)

En outre, Statistique Canada est disposé à envisager l'ajout de questions à ses enquêtes permanentes pour répondre aux besoins de ses principaux utilisateurs selon le principe de la récupération des coûts.

### **La Loi sur les déclarations des personnes morales pour 1999**

À partir de l'année de référence 1999, d'importantes modifications apportées à la *Loi sur les déclarations des personnes morales* (LDPM) influent sur la comparabilité et la continuité historique des statistiques financières. Les analystes de données ont été informés que les données sont maintenant recueillies et compilées en fonction du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN Canada 1997) qui diffère de façon marquée de la Classification type des industries de 1980 (CTI-C) qui était utilisé antérieurement.

La Classification type des industries pour les sociétés et les industries (CTI-C) servait surtout au niveau de la collecte, la compilation et la publication de statistiques financières. Par ce système de classification, l'unité étant capable de déclarer la statistique financière était normalement située à un niveau plus élevé au sein de la structure organisationnelle de l'entreprise. À ce niveau,

l'entreprise commerciale pouvait couvrir des activités multiples.

Toutefois, le SCIAN est conçu en vue de la compilation de données de production et, par conséquent, de la classification de données concernant les établissements (et les emplacements). Ainsi, il tient compte la spécialisation des activités qui existe généralement au niveau des unités de production des entreprises. Les classifications basées sur les installations comme le SCIAN ne reconnaissent pas l'intégration verticale des activités commerciales. Le SCIAN a été mis au point par les organismes statistiques du Canada, du Mexique et des États-Unis afin d'offrir un cadre uniforme pour la collecte, l'analyse et la diffusion des statistiques industrielles utilisées par les analystes de politiques du gouvernement, les universitaires, les chercheurs, la collectivité des gens d'affaires et par le grand public.

Le SCIAN est une classification de l'industrie axée sur le produit, ce qui normalise la classification des entreprises au Canada, au Mexique et aux États-Unis. Le SCIAN a été principalement conçu dans le but de classer la production économique au niveau de l'établissement. L'activité qui contribue le plus à la valeur ajoutée détermine le code SCIAN de l'établissement.

Pour attribuer un code SCIAN Canada 1997 à une entreprise, il faut d'abord déterminer le code SCIAN Canada 1997 applicable à chaque établissement appartenant à l'entreprise. Le code SCIAN Canada 1997 représentant la plus importante valeur ajoutée est ensuite assigné à l'entreprise. Le système de classification SCIAN Canada 1997 (contrairement au CTI-C de 1980) n'offre pas de classification pour les activités intégrées. Par exemple, une entreprise pétrolière peut se livrer à des activités d'exploration, d'exploitation minière, de raffinage, d'expédition et de vente au détail de produits pétroliers. Le CTI-C de 1980 prévoyait un code de classification pour les activités pétrolières intégrées, mais sous le SCIAN Canada 1997, une telle entreprise est classifiée sous un code d'entreprise en fonction de l'activité qui fournit la plus grande valeur ajoutée, c'est-à-dire soit l'exploitation minière, la fabrication ou le commerce de détail.

Ces modifications ont amélioré la qualité et la fiabilité des statistiques ainsi que leur comparabilité avec celles des États-Unis et du Mexique. Elles influent toutefois sur la capacité de l'utilisateur d'établir des liens et des comparaisons avec les données antérieurement produites sur la base CTI-C au moyen de l'ancienne méthodologie. Les données historiques basées sur la CTI-C pour les années 1988 à 1998 sont disponibles sur CANSIM.

Le présent rapport se divise en cinq parties. On présente d'abord des renseignements de base sur la *Loi sur les déclarations des personnes morales*. Le reste du rapport aborde ensuite les conclusions tirées des données recueillies en vertu de la LDPM.

La section I traite de la question globale du contrôle étranger des entreprises exploitées au Canada. On reprend le même examen à la section II en ce qui concerne le secteur des finances et des assurances, et à la section III pour ce qui est du secteur non financier. Les deux parties exposent de façon plus détaillée le contrôle étranger dans les branches d'activité composant chacun des secteurs.

La section IV examine la concentration des sociétés dans les diverses branches, c'est-à-dire les degrés de contrôle qu'un petit nombre d'entreprises est susceptible d'exercer sur les ressources et la production de ces branches.

La section V, intitulée Analyse selon la taille, présente un portrait des sociétés à la fois sous contrôle canadien et sous contrôle étranger selon la branche d'activité, avec ventilation selon la taille de la société (petite, moyenne ou grande).

## Résumé

### Vue d'ensemble

En 1999, l'actif des entreprises sous contrôle étranger s'établissait à 794,3 milliards de dollars ou 21,7 % des actifs canadiens, et ces entreprises ont généré 604,9 milliards de dollars ou 29,6 % des revenus d'exploitation. Au cours des cinq années antérieures à 1999, et en dépit de certaines fluctuations, la part du contrôle étranger s'établissait en moyenne à 22 % de l'actif et à 30 % des revenus d'exploitation.

Les États-Unis demeurent le plus important contributeur étranger à l'activité économique au Canada, leur part s'établissant à 60 % de l'actif et à 69 % des revenus d'exploitation sous contrôle étranger.

L'activité étrangère est plus importante dans le secteur non financier de l'économie où les intérêts étrangers contrôlent 25,4 % (460 milliards de dollars) de l'actif et 30,1 % (552,2 milliards de dollars) des revenus d'exploitation, comparativement à 18,1 % (334,4 milliards de dollars) de l'actif et 25,1 % (52,6 milliards de dollars) des revenus d'exploitation du secteur financier.

Là où les entreprises sous contrôle étranger dominent dans une branche d'activité, il existe aussi une dominance correspondante au niveau du contrôle de l'actif des plus grandes entreprises (plus de 75 millions de dollars de revenus). Cette tendance est particulièrement marquée dans les industries de l'extraction de pétrole, de gaz et de charbon, de la fabrication, de l'intermédiation financière non faite par le biais de dépôts et des sociétés d'assurance où le contrôle étranger dépasse 40 % tant pour l'actif que pour les revenus d'exploitation.

### Secteur non financier

Qu'il soit classé en fonction de l'actif ou des revenus d'exploitation, l'industrie de la fabrication est la plus importante du secteur non financier; l'actif (513,1 milliards de dollars) et les revenus d'exploitation (591,3 milliards de dollars) combinés des entreprises sous contrôle étranger et sous contrôle canadien représentent 28,3 % et 32,2 % respectivement de l'ensemble du secteur non financier.

Les entreprises étrangères contrôlent 47,1 % (241,8 milliards de dollars) de l'actif et génèrent 52,2 % (308,6 milliards de dollars) des revenus d'exploitation de l'industrie manufacturière. Cette branche d'activité compte pour 52,6 % du total (460 milliards de dollars) de l'actif et pour 55,9 % du total (552,2 milliards de dollars) des revenus d'exploitation des entreprises sous contrôle étranger du secteur non financier.

L'extraction de pétrole, de gaz et de charbon est la seule autre industrie non financière où le contrôle étranger dépasse 40 %. Les entreprises étrangères contrôlent 44,2 % (53 milliards de dollars) de l'actif et 52,9 % (23,1 milliards de dollars) des revenus d'exploitation déclarés par l'industrie de l'extraction de pétrole, de gaz et de charbon. Sur le plan mondial, ces industries sont fortement intégrées et dominées par un petit nombre de grandes multinationales comptant des installations dispersées géographiquement. De plus, les restrictions imposées au Canada à l'endroit du contrôle étranger dans ces branches d'activité sont minimales.

### Secteur financier

Les règlements gouvernementaux qui restreignent les opérations des filiales des banques étrangères continuent de limiter le niveau de propriété étrangère dans la branche de l'intermédiation financière par le biais de dépôts, qui est de loin l'industrie la plus importante du secteur financier.

En 1999, l'industrie de l'intermédiation financière comptait pour 67,9 % des 1 842,7 milliards de dollars d'actif du secteur financier et 41,9 % des 209,4 milliards de dollars de revenus d'exploitation du secteur financier. La propriété étrangère de la branche de l'intermédiation financière par le biais de dépôts représentait un modeste 10,8 % de l'actif et 12,7 % des revenus d'exploitation.

D'autre part, les entreprises sous contrôle étranger sont extrêmement présentes au sein de la branche des sociétés d'assurance et de l'intermédiation financière non faite par le biais de dépôts, puisqu'elles contrôlent plus de 40 % de l'actif et des revenus d'exploitation dans ces deux industries.

## **Section I**

### **Contrôle étranger des entreprises exploitées au Canada**

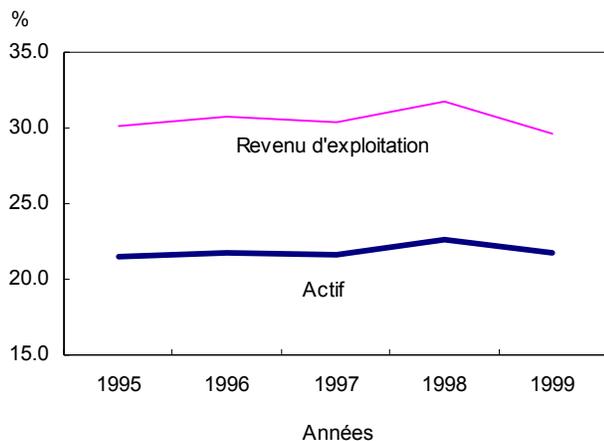
**Toutes les branches d'activité**

### Vue d'ensemble

En 1999, la part du contrôle étranger de l'actif des entreprises exploitées au Canada s'établissait à 21,7 % tandis que la part des revenus d'exploitation s'élevait à 29,6 %.

Depuis le milieu des années 90, la part du contrôle étranger pour toutes les branches d'activité s'est maintenue aux environs de 22 % de l'actif et à près de 30 % des revenus d'exploitation<sup>1</sup> (voir le graphique 1.1).

**Graphique 1.1 - Part de l'actif et du revenu d'exploitation sous contrôle étranger, Toutes les branches d'activité, 1995-1999**



### **Contrôle étranger selon le pays et la région**

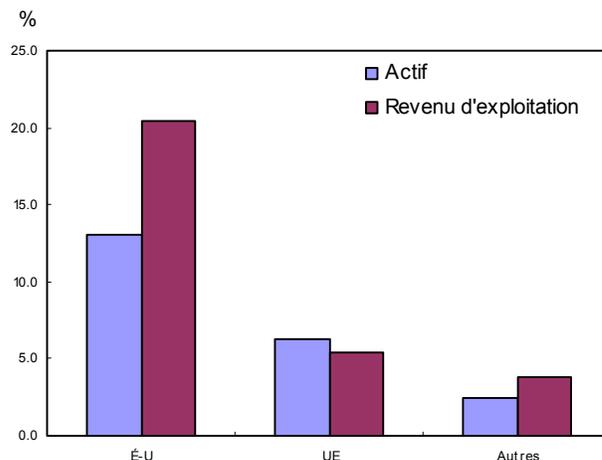
#### Vue d'ensemble

Les États-Unis contrôlent la plus importante part de l'actif des entreprises sous contrôle étranger exploitées au Canada. L'Union européenne (UE) vient loin derrière en deuxième place avec un peu moins de la moitié de l'actif des entreprises sous contrôle américain.

Les entreprises sous contrôle américain dominent encore le secteur étranger de l'économie canadienne puisqu'elles comptaient pour 13 % de l'actif total des sociétés en 1999, mais pour 59,9 % de l'actif total de toutes les entreprises sous contrôle étranger. De même, la part des revenus d'exploitation sous contrôle américain continue de dominer la composante étrangère, atteignant 20,4 % de l'actif et 69 % de la part sous contrôle étranger en 1999.

La part de l'actif des entreprises contrôlées dans l'Union européenne (UE), loin derrière celle des É.-U., est demeurée relativement stationnaire à 6,2 % de l'actif total ou 28,7 % de la composante étrangère en 1999. Les revenus d'exploitation générés par les entreprises sous contrôle européen s'établissaient à 5,4 % de l'actif total et à 18,2 % de la composante étrangère totale en 1999 (voir le graphique 1.2).

**Graphique 1.2 - Part de l'actif et du revenu d'exploitation sous contrôle étranger, Toutes les branches d'activité, selon le pays de contrôle, 1999**



<sup>1</sup> À compter de l'année référence 1999, les données de la *Loi sur les déclarations des personnes morales* (LDPM) sont présentées en fonction du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN Canada 1997) qui diffère sensiblement de la Classification type des industries de 1980 pour les sociétés et les entreprises (CTI-C) qui a été utilisée jusqu'à 1998. D'autres modifications méthodologiques également mises en vigueur en 1999 devraient améliorer la qualité et la fiabilité des statistiques, cependant ces modifications influenceront également sur la capacité de l'utilisateur de comparer les données de 1999 à celles des années antérieures. Veuillez consulter les notes statistiques et les définitions pour des précisions supplémentaires.

## **Section II**

### **Le secteur des finances et des assurances**

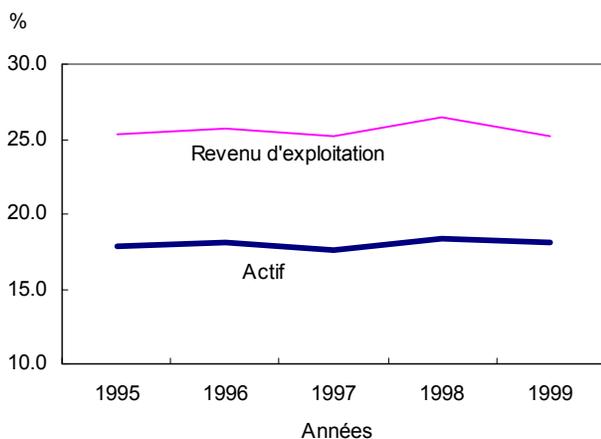
### Vue d'ensemble

*Les intermédiaires de dépôt, les intermédiaires de crédit autres que de dépôt, les assureurs et les autres intermédiaires financiers composent le secteur des finances et des assurances.*

*En 1999, la part de l'actif sous contrôle étranger détenue par des entreprises du secteur financier s'établissait à 18,1 % tandis que la part des revenus d'exploitation a atteint 25,1 %.*

*Depuis le milieu des années 90, la part du contrôle étranger dans le secteur financier s'est maintenue aux environs de 18 % pour l'actif et de 26 % pour les revenus d'exploitation<sup>1</sup> (voir le graphique 2.1).*

**Graphique 2.1 - Part de l'actif et du revenu d'exploitation sous contrôle étranger, Secteur financier, 1995-1999**



### **Profil du secteur**

En 1999, l'actif total du secteur financier a atteint 1 842,7 milliards de dollars. La branche de l'intermédiation financière par le biais de dépôts (qui englobe les banques et les coopératives d'épargne et de crédit) représentent de loin le plus important contributeur du secteur financier, détenant près de 68 % de tout l'actif de ce secteur (voir le tableau 2.1). Ensemble, les trois

industries qui restent, à savoir les sociétés d'assurance, l'intermédiation financière faite par le biais de dépôts et les autres intermédiaires financiers ont compté pour les 32 % restants de l'actif total détenu dans le secteur financier.

Le total des revenus d'exploitation dans le secteur financier s'élevait à 209,4 milliards de dollars en 1999. De nouveau, l'industrie de l'intermédiation financière par le biais de dépôts a représenté le plus important contributeur, générant 42 % de tous les revenus d'exploitation dans le secteur financier.

### **Part par branche d'activité**

La part étrangère de l'actif détenue par l'industrie de l'intermédiation financière par le biais de dépôts n'était que de 10,8 % en 1999. La dominance des banques canadiennes et la forte réglementation gouvernementale à laquelle cette branche est assujettie continuent de limiter le contrôle du secteur financier par l'étranger. Les Canadiens sont également les principaux détenteurs de l'actif des autres intermédiaires financiers, seulement 12,4 % de celui-ci étant détenu par des intérêts étrangers. En revanche, la part étrangère de l'industrie de l'intermédiation financière non faite par le biais de dépôts (qui comprend les sociétés de crédit, de financement des ventes au détail et de financement de la consommation) et des sociétés d'assurance, industries dans lesquelles il y a moins de réglementation gouvernementale, était sensiblement plus élevée soit à 49,8 % et 41,1 % respectivement (voir tableau 2.2).

### **Pays de contrôle**

En 1999, l'actif des entreprises sous contrôle canadien a atteint 1 508,3 milliards de dollars ou 81,9 % de tout l'actif du secteur des finances et des assurances au Canada. Les entreprises sous contrôle canadien ont également dominé la part des revenus d'exploitation générés dans le secteur financier, soit 74,9 % de tout l'actif du secteur financier ou 156,8 milliards de dollars en 1999.

Loin après au deuxième rang, l'actif des entreprises sous contrôle américain s'est établi à 152 milliards de dollars, figurant pour seulement 8,3 % de l'actif total, mais représentant 45,5 % de la part étrangère. Très près derrière, l'UE détenait un actif de 147,2 milliards de dollars, soit 8 % de l'actif total ou 44 % de la part étrangère en 1999.

<sup>1</sup> À compter de l'année référence 1999, les données de la LDPM sont présentées en fonction du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN Canada 1997) qui diffère sensiblement de la Classification type des industries de 1980 pour les sociétés et les entreprises (CTI-C) qui a été utilisée jusqu'à 1998. D'autres modifications méthodologiques également mises en vigueur en 1999 devraient améliorer la qualité et la fiabilité des statistiques, cependant ces modifications influenceront également sur la capacité de l'utilisateur de comparer les données de 1999 à celles des années antérieures. Veuillez consulter les notes statistiques et les définitions pour des précisions supplémentaires.

**Tableau 2.1**  
**Actifs et revenu d'exploitation par branche d'activité, secteur financier, 1999**

Branche d'activité	Actifs		Revenu d'exploitation	
	(millions \$)	%	(millions \$)	%
Intermédiation de dépôt et de crédit	1,251,982	67.9	87,697	41.9
Sociétés d'assurance	251,614	13.7	63,503	30.3
Autres intermédiaires financiers	194,824	10.6	40,481	19.3
Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	144,300	7.8	17,737	8.5
<b>Total des branches d'activité financières</b>	<b>1,842,720</b>	<b>100.0</b>	<b>209,418</b>	<b>100.0</b>

**Tableau 2.2**  
**Actifs et revenu d'exploitation par branche d'activité, secteur financier, 1999**

Branche d'activité	Actifs	Revenu d'exploitation	
		%	
Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	49.8		53.5
Sociétés d'assurance	41.1		42.5
Autres intermédiaires financiers	12.4		12.3
Intermédiation de dépôt et de crédit	10.8		12.7
<b>Total des branches d'activité financières</b>	<b>18.1</b>		<b>25.1</b>

La même tendance s'applique également aux revenus d'exploitation. En 1999, les entreprises sous contrôle américain ont généré 25,4 milliards de dollars en revenus d'exploitation, soit 12,1 % des recettes d'exploitation

totales générées dans le secteur financier. La part de l'UE des revenus d'exploitation était légèrement inférieure à 10,3 % ou 21,6 milliards de dollars en 1999 (voir tableau 2.3).

**Tableau 2.3**  
**Valeur de l'actif et du revenu d'exploitation**  
**Secteur financier, selon le contrôle, 1999 (millions \$)**

Contrôle	Actifs		Revenu d'exploitation	
	(millions \$)	%	(millions \$)	%
Canadien	1,508,346	81.9	156,780	74.9
É-U	152,029	8.3	25,444	12.1
UE	147,191	8.0	21,569	10.3
Autres pays	35,155	1.9	5,626	2.7
<b>Total</b>	<b>1,842,720</b>	<b>100.0</b>	<b>209,418</b>	<b>100.0</b>

## **Section III**

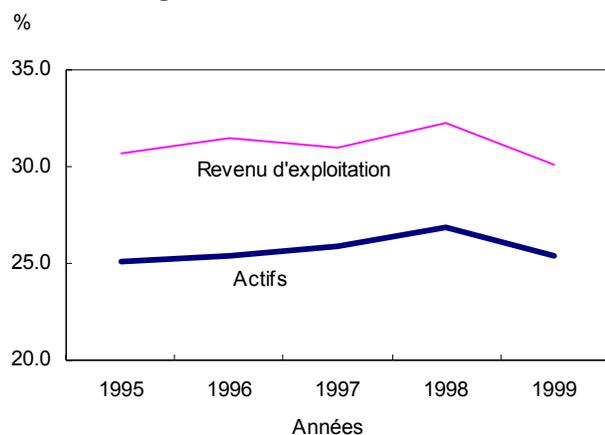
### **Le secteur non financier**

## Vue d'ensemble

La part étrangère de l'actif et des revenus d'exploitation des entreprises du secteur non financier s'établissait à 25,4 % et 30,1 % respectivement en 1999.

Depuis le milieu des années 90, la part du contrôle étranger du secteur non financier s'est maintenue aux environs de 26 % pour l'actif et à 31 % pour les revenus d'exploitation<sup>1</sup> (voir le graphique 3.1).

**Graphique 3.1**  
**Part de l'actif et du revenu d'exploitation sous contrôle étranger, Secteur non financier, 1995-1999**



## **Profil du secteur**

L'actif total du secteur non financier a atteint 1 812,6 milliards de dollars en 1999 dont 25,4 % était détenu par des entreprises sous contrôle étranger et 74,6 % par des entreprises sous contrôle canadien. En 1999, les revenus d'exploitation se sont élevés à 1 835,5 milliards de dollars dont 30,1 % ont été générés par des entreprises sous contrôle étranger et 69,9 % par des entreprises sous contrôle canadien. (Voir les tableaux 3.1 et 3.2 pour un profil de la branche d'activité.)

<sup>1</sup> À compter de l'année référence 1999, les données de la LDPM sont présentées en fonction du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN Canada 1997) qui diffère sensiblement de la Classification type des industries de 1980 pour les sociétés et les entreprises (CTI-C) qui a été utilisée jusqu'à 1998. D'autres modifications méthodologiques également mises en vigueur en 1999 devraient améliorer la qualité et la fiabilité des statistiques, cependant ces modifications influenceront également sur la capacité de l'utilisateur de comparer les données de 1999 à celles des années antérieures. Veuillez consulter les notes statistiques et les définitions pour des précisions supplémentaires.

## **Part selon la branche d'activité**

C'est dans les produits manufacturiers que le contrôle étranger de l'actif domine, se fixant à 47,1 % en 1999 tandis que l'industrie de l'extraction de pétrole, de gaz et de charbon a pris le deuxième rang à 44,2 %. Par ailleurs, la part étrangère des revenus d'exploitation dans l'industrie de l'extraction de pétrole, de gaz et de charbon est la plus élevée à 52,9 % suivie de près des branches manufacturières à 52,2 % (voir graphique 3.2).

De façon générale, le pourcentage de l'actif et le pourcentage des revenus d'exploitation contrôlés par des intérêts étrangers au sein d'une branche d'activité particulière ne sont qu'à quelques points l'un de l'autre à une exception près, comme le montre le graphique 3.2. Il existe un écart important entre le contrôle étranger de l'actif (1,9 %) et des revenus d'exploitation (28,5 %) dans l'industrie des services publics. Cet écart s'explique par le grand nombre de sociétés dans le secteur des services publics qui se livrent à des activités de vente en gros du gaz naturel. Toutefois, à titre d'agents et de courtiers, ces sociétés ne sont pas propriétaires de l'actif; elles facilitent seulement la distribution de l'actif du producteur aux consommateurs. Par conséquent, les revenus d'exploitation sont sensiblement plus élevés par rapport à l'actif détenu.

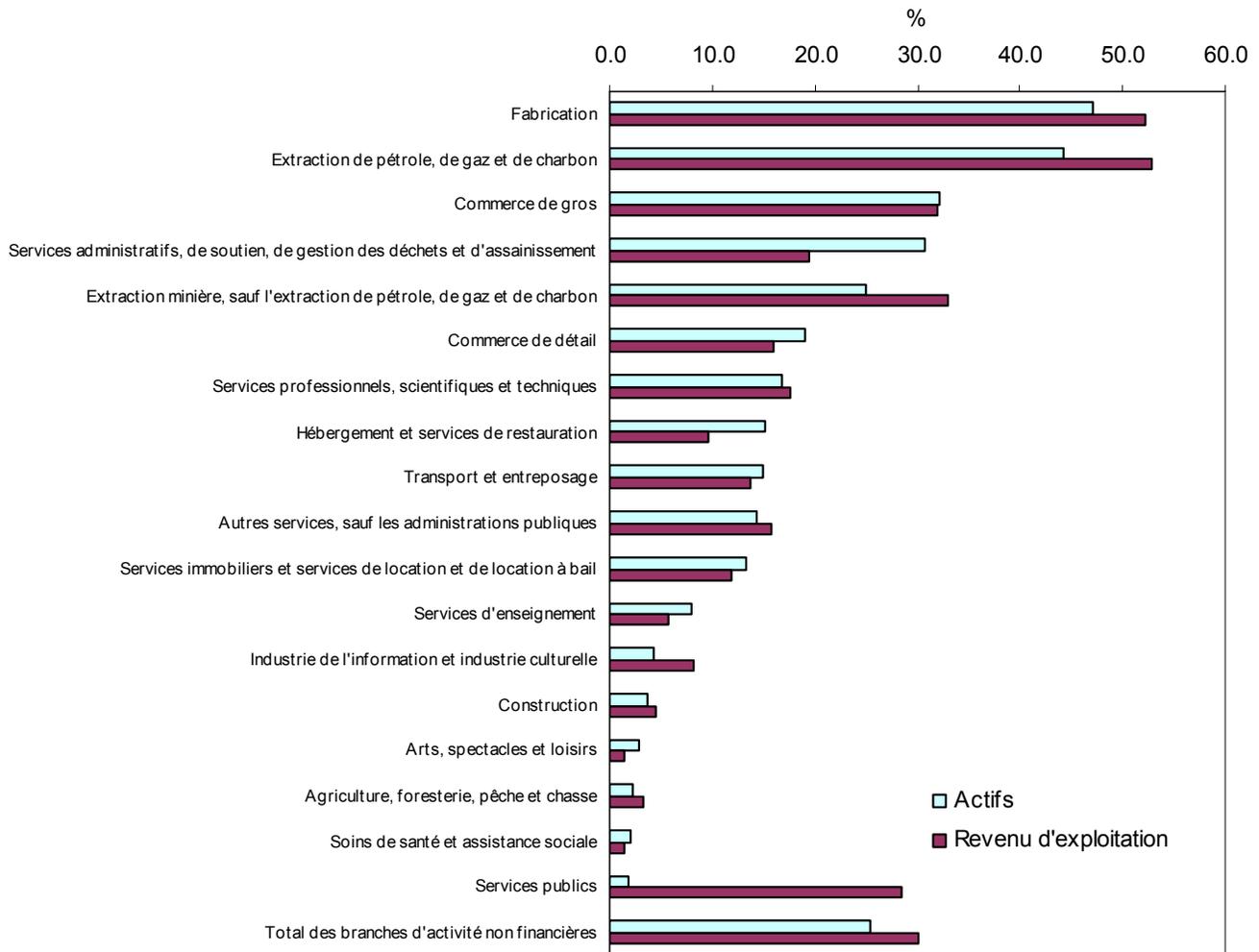
Les industries de la fabrication et de l'extraction de pétrole, de gaz et de charbon affichent le plus haut niveau de contrôle étranger en ce qui a trait à la part de l'actif et des revenus d'exploitation. Sur le plan mondial, ces industries sont fortement intégrées et dominées par un petit nombre de grandes multinationales comptant des installations dispersées géographiquement. De plus, les restrictions imposées au Canada à l'endroit du contrôle étranger dans ces branches sont minimales.

**Tableau 3.1**  
**Actifs des branches d'activité non financières, par contrôle, 1999**

Branches d'activité non financières	Étranger	Canadien	Tout
		(millions \$)	
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	976	41,810	42,785
Extraction de pétrole, de gaz et de charbon	53,025	67,002	120,026
Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole, de gaz et de charbon	19,963	59,770	79,733
Services publics	2,720	142,733	145,453
Construction	3,219	83,252	86,472
Fabrication	241,810	271,316	513,125
Commerce de gros	45,755	96,192	141,947
Commerce de détail	19,395	82,426	101,822
Transport et entreposage	15,497	87,730	103,227
Industrie de l'information et industrie culturelle	5,456	118,485	123,941
Services immobiliers et services de location et de location à bail	23,957	154,773	178,730
Services professionnels, scientifiques et techniques	9,315	45,958	55,273
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	9,500	21,394	30,895
Services d'enseignement	202	2,345	2,547
Soins de santé et assistance sociale	327	15,407	15,734
Arts, spectacles et loisirs	397	13,702	14,099
Hébergement et services de restauration	5,281	29,406	34,687
Autres services, sauf les administrations publiques	3,176	18,901	22,077
<b>Total des branches d'activité non financières</b>	<b>459,971</b>	<b>1,352,601</b>	<b>1,812,572</b>

**Tableau 3.2**  
**Revenu d'exploitation des branches d'activité non financières, par contrôle, 1999**

Branches d'activité non financières	Étranger	Canadien	Tout
		(millions \$)	
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	982	29,484	30,467
Extraction de pétrole, de gaz et de charbon	23,089	20,590	43,679
Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole, de gaz et de charbon	7,767	15,756	23,523
Services publics	15,166	38,109	53,275
Construction	4,867	103,481	108,348
Fabrication	308,561	282,748	591,309
Commerce de gros	98,611	210,635	309,246
Commerce de détail	43,963	231,619	275,582
Transport et entreposage	12,003	75,423	87,425
Industrie de l'information et industrie culturelle	4,911	55,257	60,169
Services immobiliers et services de location et de location à bail	4,874	36,424	41,299
Services professionnels, scientifiques et techniques	10,598	49,432	60,030
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	7,521	31,226	38,747
Services d'enseignement	226	3,738	3,964
Soins de santé et assistance sociale	222	15,808	16,030
Arts, spectacles et loisirs	320	22,233	22,552
Hébergement et services de restauration	3,941	36,823	40,764
Autres services, sauf les administrations publiques	4,591	24,530	29,121
<b>Total des branches d'activité non financières</b>	<b>552,214</b>	<b>1,283,317</b>	<b>1,835,531</b>

**Graphique 3.2****Distribution de la part sous contrôle étranger de l'actif et du revenu d'exploitation parmi les branches d'activité non financières, 1999**

En 1999, la valeur de l'actif des entreprises sous contrôle étranger dans la branche manufacturière a atteint 241,8 milliards de dollars, soit quatre fois plus que le plus important contributeur suivant, la branche de l'extraction de pétrole, de gaz et de charbon. L'actif de ces deux industries réunies a compté pour un peu moins de 65 % de l'actif total sous contrôle étranger dans le secteur non financier (voir tableau 3.3).

La secteur manufacturier a également dominé sur le plan des revenus d'exploitation étrangers. En 1999, 308,6 milliards de dollars ou un peu moins de 56 % des revenus d'exploitation ont été générés par les entreprises sous contrôle étranger de la branche manufacturière. Les

deuxièmes plus importants contributeurs étaient les industries des grossistes-distributeurs qui détenaient 17,9 % de la part étrangère de toutes les industries non-financières en 1999.

**Pays de contrôle**

Dans le groupe du contrôle étranger, les États-Unis continuent de dominer au chapitre de l'actif puisqu'ils détiennent 17,9 % de tout l'actif ou 70,3 % de l'actif total appartenant à des intérêts étrangers. Les entreprises contrôlées par l'Union européenne arrivent loin derrière au deuxième rang avec une part de 4,5 % de l'actif total en 1999, c'est-à-dire 17,6 % de l'actif sous contrôle étranger.

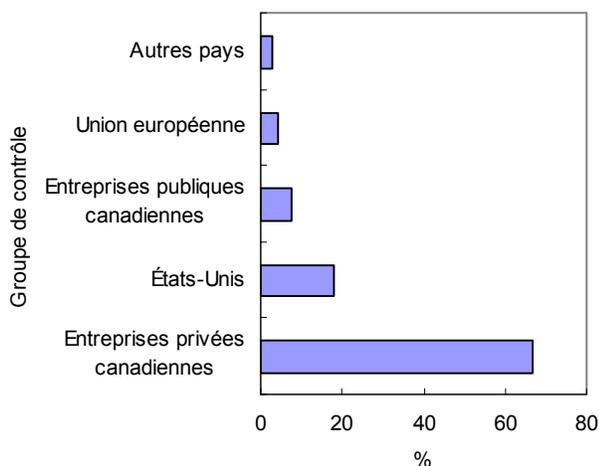
Les États-Unis continuent également de générer les revenus d'exploitation les plus élevés au sein du groupe sous contrôle étranger. Les États-Unis détiennent 21,3 % du total des revenus d'exploitation soit 71 % de tous les revenus d'exploitation générés par les intérêts étrangers.

Les entreprises contrôlées par l'Union européenne arrivent loin derrière au deuxième rang avec une part de 4,8 % du total des revenus d'exploitation en 1999, c'est-à-dire 16,1 % des revenus d'exploitation sous contrôle étranger (voir les graphiques 3.3 et 3.4).

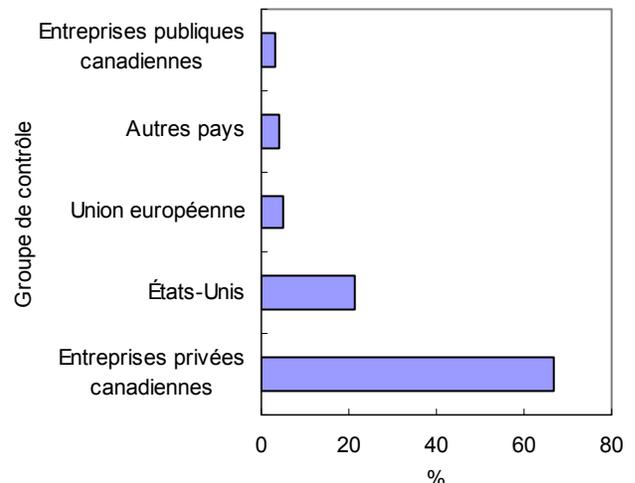
**Tableau 3.3**  
**Actifs et revenu d'exploitation étrangers des branches d'activité financières, par contrôle, 1999**

Branches d'activité non financières	Actifs	Revenu d'exploitation
	(millions \$)	
Fabrication	241,810	308,561
Extraction de pétrole, de gaz et de charbon	53,025	23,089
Commerce de gros	45,755	98,611
Services immobiliers et services de location et de location à bail	23,957	4,874
Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole, de gaz et de charbon	19,963	7,767
Commerce de détail	19,395	43,963
Transport et entreposage	15,497	12,003
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	9,500	7,521
Services professionnels, scientifiques et techniques	9,315	10,598
Industrie de l'information et industrie culturelle	5,456	4,911
Hébergement et services de restauration	5,281	3,941
Construction	3,219	4,867
Autres services, sauf les administrations publiques	3,176	4,591
Services publics	2,720	15,166
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	976	982
Arts, spectacles et loisirs	397	320
Soins de santé et assistance sociale	327	222
Services d'enseignement	202	226
<b>Total des branches d'activité non financières</b>	<b>459,971</b>	<b>552,214</b>

**Graphique 3.3**  
**Part de l'actif, branches d'activité non financières selon le pays du groupe de contrôle, 1999**



**Graphique 3.4**  
**Part du revenu d'exploitation, branches d'activité non financières selon le pays du groupe de contrôle, 1999**



La forte domination des États-Unis à ce titre pourrait s'expliquer par le degré élevé d'intégration sur le marché nord-américain, par la vigueur des échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis et enfin, par les fusions et les acquisitions.

### **Fusions et acquisitions**

Les fluctuations de l'actif des entreprises peuvent survenir à la suite d'une croissance (diminution) interne de l'entreprise ou par des acquisitions (dessaisissements) et des fusions. Ainsi, une entreprise contrôlée au Canada pourrait prendre de l'expansion par l'acquisition d'une autre entreprise sous contrôle canadien, par l'acquisition d'une entreprise sous contrôle étranger, par une croissance interne ou par une combinaison de ces trois mécanismes.

En 1999, les entreprises sous contrôle canadien et sous contrôle étranger ont pris part à des fusions et des acquisitions importantes, atteignant un volume record en dollars de 178 milliards de dollars ou une augmentation de 20 % par rapport à 1998<sup>2</sup>. Antérieurement, une partie de la croissance globale de l'actif pouvait s'expliquer par une hausse des niveaux des investissements directs étrangers, par lesquels des sociétés résidant au Canada avaient acquis des filiales à l'étranger.

Même si les fusions et les acquisitions au Canada constituent sans aucun doute une activité économique importante, leur influence n'a été que relativement faible en ce qui a trait aux mouvements sur le plan du contrôle étranger. Dans le cas de participants étrangers, la majorité des activités de fusion et d'acquisition de l'actif canadien se déroulent entre des sociétés étrangères plutôt qu'entre les propriétaires étrangers et des propriétaires canadiens. L'expérience passée a montré que les hausses du contrôle étranger de l'actif canadien sont surtout attribuables à la croissance organique des entreprises sous contrôle étranger déjà au Canada.

Les sociétés qui prennent part à des fusions et à des acquisitions sont assujetties à la réglementation et/ou à l'examen du gouvernement selon la branche d'activité et la valeur de la transaction. Le secteur des banques, des communications et du transport sont régies par des règlements qui leur sont propres. Au-delà d'un certain seuil, les fusions et les acquisitions font l'objet d'un examen par le Bureau de la concurrence, tandis que toutes les transactions impliquant des non-résidents sont assujetties à la *Loi sur Investissement Canada*.

---

<sup>2</sup> Mergers and Acquisitions in Canada – 1999 Annual Directory.

## **Section IV**

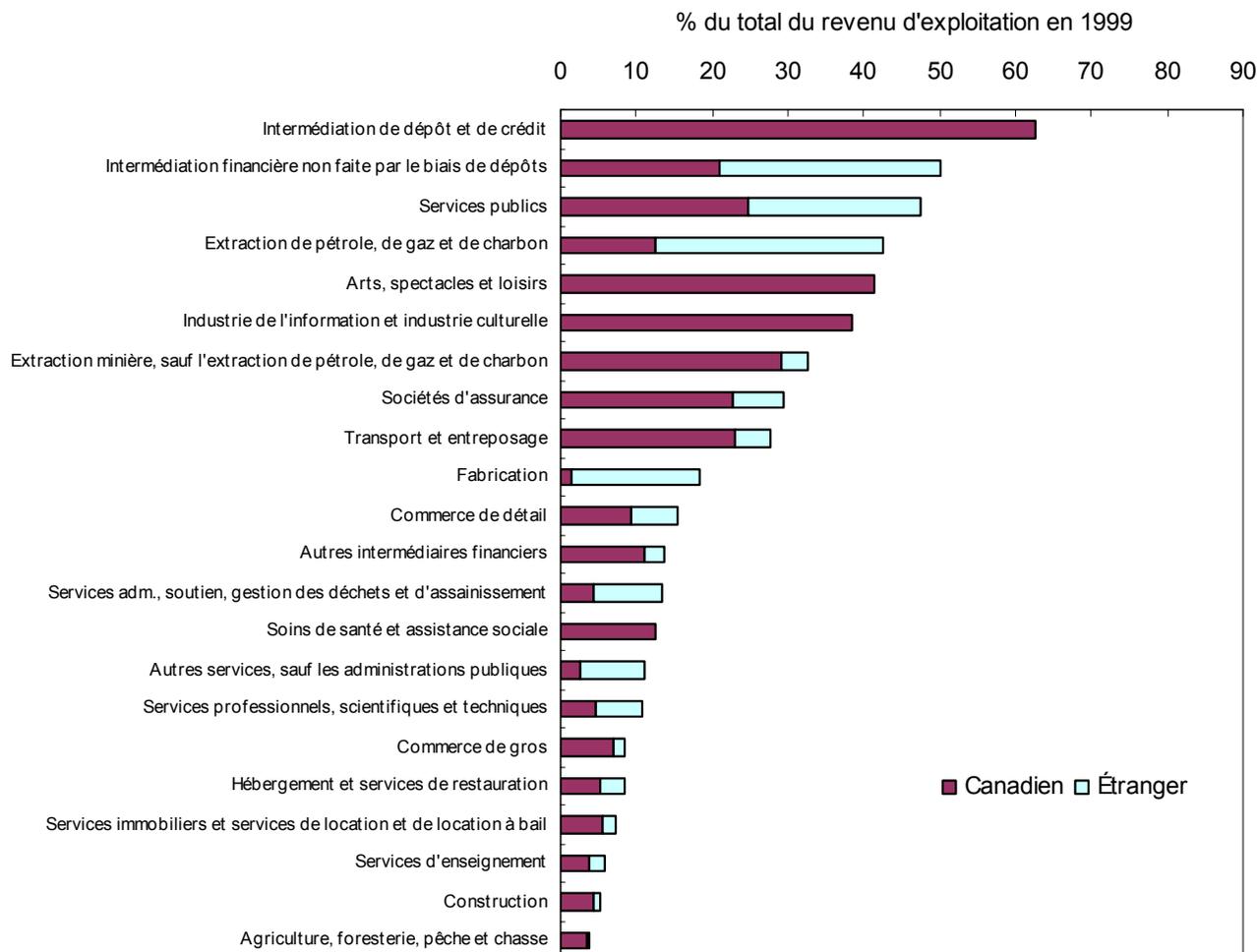
### **Concentration des entreprises**

Les économistes renvoient à divers types d'indices de concentration pour mesurer l'« emprise sur le marché » des sociétés et le niveau de concurrence qui existe entre elles. L'emprise sur le marché peut être définie comme étant la capacité de contrôler les prix ou la production ou d'exclure des concurrents d'une branche d'activité ou d'un marché pertinent. La présente analyse classe les entreprises selon leurs revenus d'exploitation afin de refléter les caractéristiques de ces entreprises. L'information qui suit vise à fournir un aperçu supplémentaire concernant l'économie canadienne en s'attachant plus particulièrement aux branches d'activité manufacturières.

Les ratios de concentration figurant dans le graphique 4.1 représentent les revenus d'exploitation globaux des cinq plus grandes entreprises de chaque branche d'activité exprimés à titre de pourcentage du total des revenus d'exploitation de la branche. Le graphique dépeint également la mesure dans laquelle ces grandes entreprises sont sous contrôle canadien ou étranger.

Ces ratios mesurent le niveau de concentration nationale pour chaque entreprise. Bien qu'ils constituent également des indicateurs de l'emprise sur le marché au Canada, ils devraient être interprétés en tenant compte des mises en garde suivantes :

**Graphique 4.1**  
**Ratios de concentration - Cinq plus grandes entreprises**



- Les ratios calculés à ce niveau élevé de regroupement ne sont pas représentatifs des véritables structures du marché. Le ratio de concentration de 18,3 du secteur manufacturier laisserait envisager un faible niveau de concentration. Comme nous le verrons plus loin dans cette section, on peut constater que bon nombre des industries manufacturières, lorsqu'elles sont examinées à un niveau de regroupement plus faible, sont extrêmement concentrées.
- Les revenus d'entreprises peuvent traverser les frontières industrielles, mais le revenu total est attribué à une seule industrie SCIAN en fonction de la valeur ajoutée.
- Le classement au moyen de variables différentes comme l'actif ou la valeur ajoutée peut produire des résultats fort différents.
- Un ratio de concentration de 50 peut indiquer cinq entreprises ayant chacune une part de 10 % ou une entreprise dominante ayant une part de 30 % et quatre entreprises ayant chacune une part de 5 %.
- Il vaut mieux examiner les ratios de concentration nationale des industries et des produits homogènes lorsqu'il est possible d'ajuster le marché pour tenir compte des exportations et des importations. En outre, l'économie canadienne est relativement petite, ouverte et de plus en plus intégrée à celles des États-Unis, les ratios peuvent être plus pertinents lorsqu'ils sont examinés dans un contexte nord-américain.

### **Facteurs qui influent sur la concentration industrielle**

Les obstacles à l'entrée constituent des facteurs qui rendent impossible ou difficile l'entrée de nouveaux participants dans un marché ou un secteur d'activité. Les obstacles à l'entrée varient selon l'industrie et peuvent émaner de plusieurs sources, notamment :

- coûts en capital – dépenses de premier investissement en capital élevées
- coûts irrécupérables – difficiles à recouvrer une fois engagés
- actif spécialisé – utilisations de remplacement minimales
- économies d'échelle – échelle minimale efficace élevée

- brevets et savoir-faire privatif – importantes dépenses de recherche et de développement
- règlements gouvernementaux – octroi de chartes, de licences, accords commerciaux

À titre d'exemple, les obstacles à l'entrée sont élevés lorsque l'entrée exige d'importants coûts fixes irrécupérables et lorsque la production suppose d'importantes économies d'échelle. Les mises de fonds initiales élevées pour les installations de production électrique, de pipelines, de réseaux de communications et du matériel spécialisé expliquent en partie les ratios de concentration relativement élevés dans les branches des services publics (47,5), de l'extraction du pétrole et du gaz (42,4), de l'information et de la culture (38,5), de l'exploitation minière (32,6) et du transport et de l'entreposage (27,8). (Graphique 4.1)

L'autorité réglementaire du gouvernement sur le plan de la restriction de la concurrence a toujours été manifeste dans l'industrie des banques canadiennes et, par conséquent il n'est pas étonnant que l'industrie de l'intermédiation financière par le biais de dépôts enregistre le niveau de concentration le plus élevé (62,5). De plus, selon la réglementation actuelle, le plafond de 10 % imposé aux actionnaires individuels empêche efficacement le transfert du contrôle des banques canadiennes à une société étrangère. Ainsi, il n'est pas étonnant que ces cinq plus grandes entreprises soient toutes sous contrôle canadien.

Les sociétés qui exploitent les loteries et les casinos dominent l'industrie des arts, spectacles et loisirs. Le jeu génère des revenus importants pour les gouvernements provinciaux qui le réglementent. Les cinq plus grandes entreprises dans ce secteur sont toutes des sociétés appartenant aux provinces et elles comptent pour 41,3 % du total des revenus d'exploitation de la branche.

Nos préoccupations historiques au sujet du maintien d'une identité nationale susceptible d'être submergée par des influences étrangères ont entraîné diverses restrictions en matière de contrôle étranger dans les industries de l'information et de la culture. Les cinq plus grandes entreprises de ce secteur industriel sont toutes des sociétés sous contrôle canadien exploitées dans les télécommunications, la câblodiffusion et l'édition.

Comme le montre le graphique 4.1, la part des revenus d'exploitation sous contrôle étranger est la plus élevée dans le secteur manufacturier. Parmi les cinq plus grandes entreprises, 92 % des revenus d'exploitation de fabrication sont générés par des entreprises sous contrôle étranger.

La fabrication constitue la plus importante branche non financière et, à 591,3 milliards de dollars, elle représente près du tiers du total des revenus d'exploitation du secteur non financier. Compte tenu de la taille relative de la branche manufacturière et du niveau élevé de participation étrangère, il convient d'examiner de plus près cette industrie. La section qui suit examine plus en détail la branche manufacturière.

### Concentration des entreprises et contrôle étranger – branches d'activité manufacturières

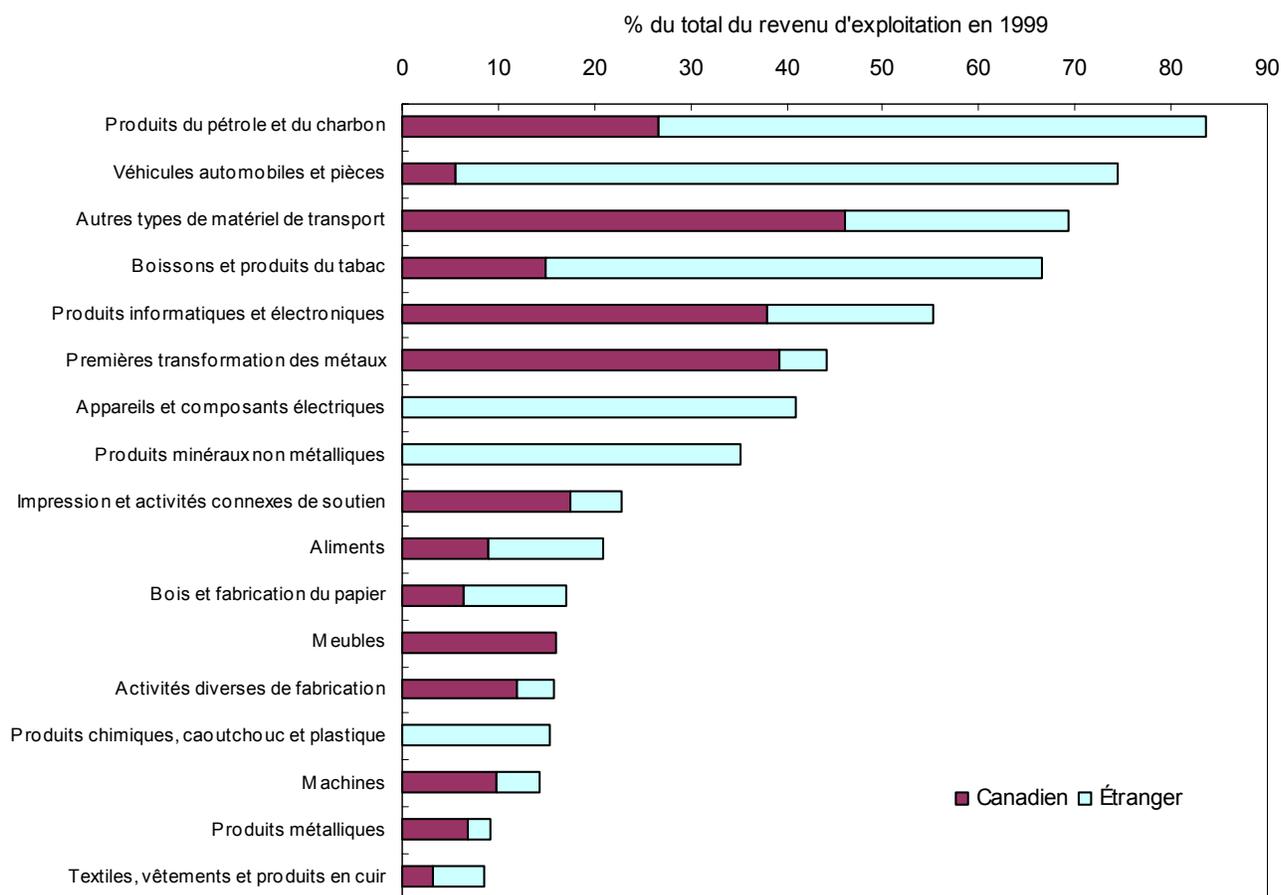
Les ratios de concentration figurant dans le graphique 4.2 représentent les revenus d'exploitation globaux des cinq plus importantes entreprises dans chacune des 17 branches d'activité manufacturières, exprimés à titre de pourcentage du total des revenus d'exploitation de chaque industrie. Le graphique montre également la mesure dans laquelle ces grandes entreprises sont sous contrôle canadien ou étranger.

Comme nous l'avons mentionné précédemment, il faut interpréter avec prudence les ratios de concentration; le ratio de concentration global du secteur manufacturier de 18,3 est une moyenne composée des ratios variant d'un sommet de 83,6 pour les produits du pétrole et du charbon à un faible 8,6 pour l'industrie de la fabrication de textiles, de vêtements et de produits en cuir.

Intégrées verticalement, les sociétés de pétrole et de gaz, classifiées dans l'industrie de l'énergie dans les publications antérieures fondées sur le CTI-C, dominent le secteur de la fabrication de produits du pétrole et du charbon. Les cinq plus grandes entreprises ont enregistré des revenus d'exploitation de 28,1 milliards de dollars ou 83,6 % des 33,6 milliards de dollars du total des revenus du sous-secteur. Les entreprises sous contrôle étranger ont compté pour 68,2 % des revenus d'exploitation des cinq plus grandes entreprises et pour 62,1 % du total des revenus du sous-secteur.

#### Graphique 4.2

#### Ratios de concentration - Cinq plus grandes entreprises - Branches d'activité manufacturières



La fabrication de véhicules automobiles et de leurs pièces est le plus important sous-secteur du secteur de la fabrication; il compte pour 141,2 milliards de dollars ou 23,8 % de l'ensemble des revenus du secteur manufacturier, les cinq plus importantes entreprises générant 74,5 % de ce montant. Les modalités du «Pacte de l'automobile» entre le Canada et les États-Unis ont été conçues afin de favoriser l'assemblage d'automobiles au Canada, et les sociétés sous contrôle canadien sont maintenant les principaux fournisseurs de l'industrie automobile, comptant pour 16,7 milliards de dollars ou 11,9 % du total des revenus du sous-secteur. Toutefois, 68,9 % des revenus générés par les cinq principales entreprises sont encore contrôlés par des intérêts étrangers.

Les revenus d'exploitation des cinq plus grandes entreprises des industries de la fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques, de produits minéraux non métalliques et de produits chimiques, caoutchouc et plastique sont entièrement générés par des entreprises étrangères. Dans l'ensemble, les entreprises sous contrôle canadien ont généré 27 % des 12,8 milliards de dollars de revenus d'exploitation de la fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques, 36,6 % des 12,3 milliards de dollars de revenus d'exploitation de la fabrication de produits minéraux non métalliques et 37 % des 65,9 milliards de dollars de revenus d'exploitation enregistrés par l'industrie de fabrication de produits chimiques, caoutchouc et plastique, même si aucune des entreprises sous contrôle canadien ne figure parmi les cinq plus grandes entreprises.

## **Section V**

### **Analyse selon la taille**

## Vue d'ensemble

*Le contrôle étranger varie non seulement en fonction de la branche d'activité et de la variable financière, mais également selon la taille de l'entreprise. Le contrôle étranger tend à se concentrer au sein des plus grandes entreprises.*

Aux fins du présent rapport, les petites entreprises comprennent celles dont les revenus d'exploitation sont inférieurs à 5 millions de dollars; les entreprises de taille moyenne s'entendent de celles qui génèrent des revenus d'exploitation variant de 5 millions de dollars à 75 millions de dollars; enfin, les grandes entreprises présentent des revenus d'exploitation supérieurs à 75 millions de dollars.

## Contribution par groupe de taille

Lorsqu'une branche d'activité est dominée par des entreprises sous contrôle étranger, on observe une domination correspondante du contrôle de l'actif pour les plus grandes entreprises. Cette situation est plus marquée dans les industries de l'extraction de pétrole, de gaz et de charbon, de la fabrication, de l'intermédiation financière non faite par le biais de dépôts et des sociétés d'assurance (mise en relief dans les tableaux) où les intérêts étrangers contrôlent plus de 40 % de l'actif et des revenus d'exploitation de ces branches (voir les tableaux 5.1 et 5.2).

**Tableau 5.1**  
**Entreprises canadiennes et étrangères selon la taille - Actifs, 1999**  
(Pourcentage de l'actif total contrôlé par chaque groupe)

Branches d'activité	PETITES		MOYENNES		GRANDES		TOTAL	
	Canadiennes	Étrangères	Canadiennes	Étrangères	Canadiennes	Étrangères	Canadiennes	Étrangères
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	77.8	0.3	13.5	1.1	6.5	0.8	97.7	2.3
Extraction de pétrole, de gaz et de charbon	3.4	0.5	5.2	1.9	47.2	41.8	55.8	44.2
Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole, de gaz et de charbon	8.4	1.7	9.5	2.6	57.1	20.7	75.0	25.0
Services publics	0.4	0.0	1.9	0.1	95.8	1.7	98.1	1.9
Construction	53.3	0.6	24.4	0.9	18.5	2.2	96.3	3.7
Fabrication	5.7	0.3	10.7	3.5	36.5	43.3	52.9	47.1
Commerce de gros	16.9	0.8	23.9	7.4	27.0	24.0	67.8	32.2
Commerce de détail	27.5	0.1	27.0	1.1	26.4	17.8	81.0	19.0
Transport et entreposage	12.9	0.2	14.1	2.1	58.0	12.7	85.0	15.0
Industrie de l'information et industrie culturelle	4.1	0.2	7.3	0.9	84.2	3.4	95.6	4.4
Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	7.1	0.5	3.0	6.3	40.1	42.9	50.2	49.8
Sociétés d'assurance	0.0	0.1	0.9	1.4	58.0	39.6	58.9	41.1
Autres intermédiaires financiers	38.9	2.3	20.6	3.0	28.1	7.1	87.6	12.4
Intermédiation de dépôt et de crédit	0.0	0.0	0.8	1.0	88.4	9.8	89.2	10.8
Services immobiliers et services de location et de location à bail	49.5	1.7	16.6	6.5	20.5	5.3	86.6	13.4
Services professionnels, scientifiques et techniques	49.6	1.1	17.4	5.3	16.2	10.4	83.1	16.9
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et	33.4	0.7	14.0	3.8	21.9	26.2	69.2	30.8
Services d'enseignement	63.6	0.6	25.0	7.3	3.5	0.0	92.1	7.9
Soins de santé et assistance sociale	56.1	0.4	16.5	1.7	25.3	0.0	97.9	2.1
Arts, spectacles et loisirs	43.5	0.8	24.8	1.6	28.9	0.5	97.2	2.8
Hébergement et services de restauration	52.1	1.1	16.1	4.9	16.6	9.2	84.8	15.2
Autres services, sauf les administrations publiques	53.3	0.6	12.9	2.6	19.4	11.2	85.6	14.4
<b>Toutes les branches d'activité</b>	<b>12.3</b>	<b>0.4</b>	<b>8.2</b>	<b>2.4</b>	<b>57.8</b>	<b>18.9</b>	<b>78.3</b>	<b>21.7</b>

**Tableau 5.2**  
**Entreprises canadiennes et étrangères selon la taille - Revenu d'exploitation, 1999**  
(Pourcentage du revenu d'exploitation total contrôlé par chaque groupe)

Branches d'activité	PETITES		MOYENNES		GRANDES		TOTAL	
	Canadiennes	Étrangères	Canadiennes	Étrangères	Canadiennes	Étrangères	Canadiennes	Étrangères
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	64.4	0.1	25.6	1.3	6.7	1.7	96.8	3.2
Extraction de pétrole, de gaz et de charbon	1.9	0.1	4.7	1.9	40.5	50.9	47.1	52.9
Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole, de gaz et de charbon	10.4	0.3	12.9	3.8	43.7	29.0	67.0	33.0
Services publics	0.5	0.0	1.7	0.1	69.2	28.3	71.5	28.5
Construction	48.6	0.1	34.0	1.0	12.9	3.4	95.5	4.5
Fabrication	7.3	0.1	15.1	3.7	25.4	48.3	47.8	52.2
Commerce de gros	14.6	0.4	28.7	6.4	24.9	25.1	68.1	31.9
Commerce de détail	24.5	0.1	35.7	1.3	23.9	14.6	84.0	16.0
Transport et entreposage	20.6	0.2	19.9	2.8	45.7	10.7	86.3	13.7
Industrie de l'information et industrie culturelle	10.0	0.2	12.1	2.6	69.7	5.3	91.8	8.2
Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	6.1	0.2	10.1	3.4	30.3	49.9	46.5	53.5
Sociétés d'assurance	0.0	0.0	0.9	1.1	56.5	41.4	57.5	42.5
Autres intermédiaires financiers	31.3	0.7	30.5	4.6	25.9	7.0	87.7	12.3
Intermédiation de dépôt et de crédit	0.1	0.0	1.0	0.9	86.2	11.9	87.3	12.7
Services immobiliers et services de location et de location à bail	46.9	1.1	25.0	3.3	16.3	7.4	88.2	11.8
Services professionnels, scientifiques et techniques	47.8	0.6	23.6	4.9	10.9	12.2	82.3	17.7
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'enseignement	69.0	0.7	23.2	5.0	2.1	0.0	94.3	5.7
Soins de santé et assistance sociale	65.6	0.2	18.3	1.2	14.7	0.0	98.6	1.4
Arts, spectacles et loisirs	23.0	0.2	8.7	0.8	66.9	0.4	98.6	1.4
Hébergement et services de restauration	67.4	0.3	14.2	2.3	8.7	7.1	90.3	9.7
Autres services, sauf les administrations publiques	63.2	0.3	15.0	2.2	6.0	13.2	84.2	15.8
<b>Toutes les branches d'activité</b>	<b>19.5</b>	<b>0.2</b>	<b>20.5</b>	<b>3.2</b>	<b>30.5</b>	<b>26.2</b>	<b>70.4</b>	<b>29.6</b>

### Contrôle au sein de chaque groupe de taille

De nouveau, c'est dans les mêmes quatre branches d'activité mentionnées précédemment (extraction de pétrole, de gaz et de charbon, fabrication, intermédiation financière non faite par le biais de dépôts et sociétés d'assurance) que les intérêts étrangers semblent avoir cibler les grandes entreprises. Il existe toutefois quelques exceptions, notamment certaines petites entreprises dans l'industrie des sociétés d'assurance et quelques entreprises de taille moyenne dans l'industrie de l'intermédiation financière par le biais de dépôts, de l'intermédiation financière non faite par le biais de dépôts et des sociétés d'assurance.

Cependant, dans ces quatre industries ainsi que dans la plupart des autres branches d'activité, la domination canadienne des petites et moyennes entreprises compte pour la plus grande partie du contrôle de l'actif par des entreprises canadiennes. Dans la plupart des autres branches d'activité, les grandes entreprises canadiennes contribuent davantage à la part globale de l'actif et des revenus d'exploitation (voir les tableaux 5.3 et 5.4).

**Tableau 5.3**  
**Entreprises canadiennes et étrangères selon la taille - Actifs, 1999**

Branches d'activité	PETITES		MOYENNES		GRANDES		TOTAL	
	Canadiennes	Étrangères	Canadiennes	Étrangères	Canadiennes	Étrangères	Canadiennes	Étrangères
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	99.6	0.4	92.2	7.8	88.9	11.1	97.7	2.3
Extraction de pétrole, de gaz et de charbon	87.5	12.5	73.5	26.5	53.0	47.0	55.8	44.2
Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole, de gaz et de charbon	82.8	17.2	78.4	21.6	73.4	26.6	75.0	25.0
Services publics	96.5	3.5	93.8	6.2	98.2	1.8	98.1	1.9
Construction	99.0	1.0	96.3	3.7	89.2	10.8	96.3	3.7
Fabrication	95.7	4.3	75.3	24.7	45.7	54.3	52.9	47.1
Commerce de gros	95.6	4.4	76.3	23.7	52.9	47.1	67.8	32.2
Commerce de détail	99.6	0.4	96.0	4.0	59.7	40.3	81.0	19.0
Transport et entreposage	98.2	1.8	87.0	13.0	82.1	17.9	85.0	15.0
Industrie de l'information et industrie culturelle	96.1	3.9	89.2	10.8	96.2	3.8	95.6	4.4
Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	92.9	7.1	32.4	67.6	48.3	51.7	50.2	49.8
Sociétés d'assurance	0.0	100.0	37.5	62.5	59.4	40.6	58.9	41.1
Autres intermédiaires financiers	94.4	5.6	87.3	12.7	79.7	20.3	87.6	12.4
Intermédiation de dépôt et de crédit	83.0	17.0	45.5	54.5	90.0	10.0	89.2	10.8
Services immobiliers et services de location et de location à bail	96.7	3.3	72.0	28.0	79.5	20.5	86.6	13.4
Services professionnels, scientifiques et techniques	97.8	2.2	76.5	23.5	60.9	39.1	83.1	16.9
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et	97.9	2.1	78.6	21.4	45.5	54.5	69.2	30.8
Services d'enseignement	99.0	1.0	77.4	22.6	100.0	0.0	92.1	7.9
Soins de santé et assistance sociale	99.3	0.7	90.9	9.1	99.9	0.1	97.9	2.1
Arts, spectacles et loisirs	98.3	1.7	94.0	6.0	98.4	1.6	97.2	2.8
Hébergement et services de restauration	98.0	2.0	76.5	23.5	64.4	35.6	84.8	15.2
Autres services, sauf les administrations publiques	98.9	1.1	83.1	16.9	63.5	36.5	85.6	14.4
<b>Toutes les branches d'activité</b>	<b>96.6</b>	<b>3.4</b>	<b>77.3</b>	<b>22.7</b>	<b>75.4</b>	<b>24.6</b>	<b>78.3</b>	<b>21.7</b>

**Tableau 5.4**  
**Entreprises canadiennes et étrangères selon la taille - Revenu d'exploitation, 1999**  
 (Part de l'actif que représente chaque groupe au sein de chaque groupe de taille)

Branches d'activité	PETITES		MOYENNES		GRANDES		TOTAL	
	Canadiennes	Étrangères	Canadiennes	Étrangères	Canadiennes	Étrangères	Canadiennes	Étrangères
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	99.8	0.2	95.0	5.0	79.6	20.4	96.8	3.2
Extraction de pétrole, de gaz et de charbon	94.3	5.7	71.5	28.5	44.3	55.7	47.1	52.9
Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole, de gaz et de charbon	97.4	2.6	77.3	22.7	60.1	39.9	67.0	33.0
Services publics	95.8	4.2	92.2	7.8	71.0	29.0	71.5	28.5
Construction	99.8	0.2	97.2	2.8	79.1	20.9	95.5	4.5
Fabrication	98.2	1.8	80.3	19.7	34.5	65.5	47.8	52.2
Commerce de gros	97.5	2.5	81.7	18.3	49.8	50.2	68.1	31.9
Commerce de détail	99.8	0.2	96.6	3.4	62.0	38.0	84.0	16.0
Transport et entreposage	99.1	0.9	87.6	12.4	81.0	19.0	86.3	13.7
Industrie de l'information et industrie culturelle	97.7	2.3	82.2	17.8	92.9	7.1	91.8	8.2
Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	97.2	2.8	74.8	25.2	37.7	62.3	46.5	53.5
Sociétés d'assurance	0.0	100.0	45.6	54.4	57.8	42.2	57.5	42.5
Autres intermédiaires financiers	97.9	2.1	86.8	13.2	78.8	21.2	87.7	12.3
Intermédiation de dépôt et de crédit	89.0	11.0	52.3	47.7	87.9	12.1	87.3	12.7
Services immobiliers et services de location et de location à bail	97.7	2.3	88.3	11.7	68.9	31.1	88.2	11.8
Services professionnels, scientifiques et techniques	98.7	1.3	82.9	17.1	47.3	52.7	82.3	17.7
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et	99.0	1.0	86.9	13.1	44.0	56.0	80.6	19.4
Services d'enseignement	98.9	1.1	82.4	17.6	100.0	0.0	94.3	5.7
Soins de santé et assistance sociale	99.7	0.3	93.8	6.2	100.0	0.0	98.6	1.4
Arts, spectacles et loisirs	99.2	0.8	91.5	8.5	99.4	0.6	98.6	1.4
Hébergement et services de restauration	99.6	0.4	86.0	14.0	55.1	44.9	90.3	9.7
Autres services, sauf les administrations publiques	99.6	0.4	87.0	13.0	31.3	68.7	84.2	15.8
<b>Toutes les branches d'activité</b>	<b>98.9</b>	<b>1.1</b>	<b>86.6</b>	<b>13.4</b>	<b>53.8</b>	<b>46.2</b>	<b>70.4</b>	<b>29.6</b>

## **Notes statistiques et définitions**

## Notes statistiques et définitions

### Provenance de l'information

L'information sur la propriété et le contrôle provient principalement des déclarations sur la propriété produites par les sociétés assujetties à la *Loi sur les déclarations des personnes morales* (LDPM) pour la période de référence 1999. Des publications canadiennes et internationales fournissent d'autres données sur la propriété.

Ces estimations découlent du Programme unifié des statistiques sur les entreprises (PUSE) qui, à son tour, reçoit ses données de trois sources :

- Les données annualisées de l'Enquête financière trimestrielle (EFT), obtenues auprès de la Division de l'organisation et des finances de l'industrie de Statistique Canada.
- Une enquête sur les entreprises publiques (EP) provinciales ou fédérales qui ont des activités dans le secteur des entreprises, à partir de données obtenues de la Division des institutions publiques de Statistique Canada.
- Des données administratives sur l'impôt des sociétés, sous forme d'index général des renseignements financiers (IGRF), obtenues auprès de la Division des données fiscales de Statistique Canada.

Alors que les données de l'EFT et des EP ont été recueillies au niveau de l'entreprise, les données de l'IGRF, pour leur part, ont été recueillies au niveau de l'entité légale simple non consolidée. Les données pour les entités légales simples appartenant à une famille corporative (entités légales multiples) ont été cumulées au niveau de l'entreprise.

Les concepts et définitions de la plupart des branches d'activité reposent sur les lignes directrices de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA). Les branches d'activité réglementées peuvent suivre les pratiques et les définitions déterminées par les organismes de réglementation. Toutefois, ces pratiques sont habituellement similaires aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) de l'Institut Canadien des Comptables Agréés.

### Vérification et imputation

Plusieurs vérifications sont effectuées à l'égard des données, en vue de vérifier leur uniformité et de

déterminer les valeurs extrêmes. Dans le cas des unités administratives de l'impôt des sociétés non répondantes, on effectue une imputation à partir de la méthode du «plus proche voisin» (imputation par donneur), et on utilise l'information auxiliaire disponible pour estimer les données à partir de celles d'une société comportant des caractéristiques similaires. Dans le cas des unités de l'EFT non répondantes, l'imputation est effectuée à partir des données historiques, lorsque de telles données sont disponibles; autrement, on a recours à l'imputation par donneur.

### Estimation

Étant donné que les renseignements pour chaque entreprise de la population visée ont été obtenus à partir d'une de ces trois sources de données, les estimations sont dérivées par la simple totalisation des données. Les résultats d'enquête combinés ont été analysés avant la publication. En général, cela comprenait un examen détaillé des réponses individuelles (particulièrement pour les entreprises les plus importantes), un examen de la situation économique générale et des tendances historiques, ainsi que des comparaisons avec les sources de données fiscales et d'autres sources. Du fait de certaines contraintes de déclaration des données financières, les données pour les entreprises du secteur des assurances n'ont pu être obtenues à partir de sources administratives. Ces données ont par conséquent été dérivées à partir des estimations pondérées de l'EFT plutôt que d'un recensement.

### Qualité des données

Même si des efforts considérables ont été déployés pour appliquer des normes élevées à l'ensemble des opérations de collecte et de traitement, les estimations qui en découlent sont inévitablement sujettes à un certain degré d'erreur. Il existe deux catégories d'erreurs dans les données statistiques : les erreurs d'échantillonnage et les erreurs non dues à l'échantillonnage. Les erreurs non dues à l'échantillonnage sont les seules pertinentes dans le cadre du présent programme, étant donné que l'on n'a pas eu recours à un processus d'échantillonnage pour produire les estimations<sup>1</sup>.

Les erreurs non dues à l'échantillonnage peuvent provenir de diverses sources et sont difficiles à mesurer, leur importance pouvant varier selon l'utilisation prévue des données. Parmi les erreurs non dues à l'échantillonnage figurent les lacunes dans les données fournies par les sociétés dans leurs déclarations de revenu et les erreurs de traitement, par exemple, au moment de la saisie des données.

---

<sup>1</sup> sauf pour la branche de l'assurance

## Unités statistiques

L'unité statistique est celle pour laquelle on obtient des données pour fins de classification, d'agrégation et de publication. La présente publication porte sur deux unités : l'entreprise statistique, qui est l'objet du présent rapport, et l'entreprise globale, qui est l'unité d'analyse de la concentration des sociétés. Dans le présent rapport, les termes « société » et « entreprise » sont utilisés l'un pour l'autre au sens d'« entreprise statistique ».

## Entreprise

Une entreprise est un groupe de sociétés sous une structure de contrôle commune. La participation dominante, désignée comme le chef d'entreprise, peut être une personne, un groupe apparenté, une société ou une administration. Les sociétés contrôlées s'appellent des filiales. Une entreprise à plusieurs sociétés comprend une ou plusieurs filiales. Une société qui n'est contrôlée par aucune société et qui n'en contrôle elle-même aucune porte le nom d'entreprise à société simple.

## Entreprise globale

Une entreprise globale est un groupe de toutes les entreprises statistiques sous une structure de contrôle commune. À l'encontre de l'entreprise statistique, il n'y a aucune exigence relative à l'homogénéité des branches d'activité ou à une activité commerciale intégrée. Les données pour l'entreprise globale sont produites par totalisation des postes financiers de ses entreprises statistiques. Pour cette raison, les données financières de l'entreprise globale ne sont pas une consolidation mais une agrégation. Par conséquent, il peut y avoir double compte des postes, surtout ceux qui touchent les opérations au sein de l'entreprise globale.

## Champ d'application

Les sociétés faisant l'objet de ce rapport regroupent principalement celles qui doivent produire un questionnaire sur la propriété aux termes de la *Loi sur les déclarations des personnes morales*. La Loi, modifiée le 1<sup>er</sup> janvier 1999, s'applique à toutes les sociétés qui exercent une activité au Canada ou qui sont constituées aux termes d'une loi du Canada ou d'une province et dont les recettes brutes pour la période de déclaration sont supérieures à 15 millions de dollars, ou dont l'actif dépasse 10 millions de dollars. Pour calculer ces montants, chaque société doit tenir compte de l'actif et des ventes de ses sociétés affiliées comme le définit la Loi. De plus, les sociétés dont l'actif et les ventes sont inférieurs à ces montants mais dont la dette à long terme ou la prise de participation directe ou indirecte par des

non-résidents dépasse une valeur marchande de 200 000 \$ doivent aussi fournir l'information demandée.

On a fait des recherches dans les publications internationales financières et sur la propriété afin d'obtenir le nom des propriétaires véritables plutôt que celui des administrateurs nominataires. De plus, les données provenant uniquement de la *Loi sur les déclarations des personnes morales* ont parfois été insuffisantes pour réunir dans une même entreprise des sociétés apparentées au Canada, étant donné que les sociétés sont uniquement tenues de produire un rapport pour leur première société mère étrangère. Dans nombre de ces cas, la première société mère étrangère était une société mère ultime. Parfois, il s'agissait d'un ou deux pays éloignés de celui qui figurait dans la déclaration. Cette recherche nous a permis d'assigner avec beaucoup plus de précision le pays de contrôle aux entreprises et nous a fourni un meilleur aperçu des entreprises multinationales.

Aux termes de la Loi, les sociétés ne sont pas tenues d'indiquer le nom des actionnaires individuels ni le nom des sociétés qui détiennent moins de 10 % d'une catégorie d'actions. Dans un nombre choisi de cas, lorsqu'une telle propriété était importante, qu'elle révélait une structure d'entreprise plus imposante ou encore qu'elle déterminait le contrôle d'une société, on a obtenu et intégré aux renseignements sur la propriété entre les sociétés des données sur les particuliers ou sociétés qui détenaient moins de 10 % des actions.

## Contrôle au sein de la société

Le contrôle au sein d'une société désigne la capacité d'influer sur le processus des décisions stratégiques du conseil d'administration d'une société.

Une personne, un groupe ou une société exerce un contrôle direct lorsque plus de 50 % actions avec droit de vote d'une société sont détenues, directement ou indirectement, autrement que par nantissement seulement, par ou pour le bénéfice de cette personne, de ce groupe ou de cette société. Lorsqu'il y a des options irrévocables ou un droit d'acquisition d'actions, le calcul des actions avec droit de vote se fait comme si toutes les options avaient été levées.

Le contrôle réel d'une société emporte l'idée d'un contrôle de la société par des méthodes autres que la propriété des actions majoritaires avec droit de vote de la société. Le contrôle réel est un contrôle assigné dans la base de données et la publication sur les liens de parenté entre sociétés. L'évaluation du contrôle réel peut reposer sur l'une ou l'autre des règles suivantes :

- Si plus de 50 % des administrateurs d'une société sont aussi administrateurs d'une fiducie ou d'une succession, ou s'ils sont aussi membres d'un groupe apparenté, la société est réellement contrôlée par cette fiducie, cette succession ou ce groupe apparenté.
- Si plus de 50 % des administrateurs d'une société sont aussi administrateurs d'une autre société, et s'il y a un lien substantiel de propriété entre ces sociétés au niveau des voix, la société est réellement contrôlée par cette autre société.
- Si une société détient plus de 33 % des actions avec droit de vote d'une autre société, et si ce bloc d'actions est plus important que le pourcentage combiné des deux blocs suivants, la société est réellement contrôlée par cette société.
- Lorsqu'une société reconnaît exercer un contrôle, cette reconnaissance suffit alors à attribuer la propriété du contrôle réel.

Enfin, il faut user de circonspection dans la façon d'utiliser le mot « contrôlé ». Dans bien des cas, lorsqu'un contrôle est réputé exister, les sociétés peuvent quand même exercer leurs activités financières, opérationnelles ou de marketing avec une grande autonomie. La notion de contrôle au sein d'une société devrait être considérée comme une possibilité qui existe et qui s'exerce dans le cadre d'une société industrielle à caractère moral dotée de pratiques de gestion hautement diversifiées.

### **Pays de contrôle**

Lorsqu'il y a contrôle étranger, le pays de contrôle dans la classification désigne le plus souvent le pays de résidence de la société mère étrangère ultime. On attribue à chaque filiale de l'entreprise globale le même pays de contrôle que sa société mère. Une société dont les actions avec droit de vote appartiennent à parts égales à des sociétés sous contrôle canadien et étranger reçoit le code du pays de contrôle du propriétaire sous contrôle étranger. Si deux sociétés sous contrôle étranger possèdent à parts égales les actions avec droit de vote d'une société résidant au Canada, on désigne le pays de contrôle selon un ordre de préséance des pays de contrôle fondé sur le niveau global des investissements directs étrangers au Canada (p. ex., les États-Unis ont préséance, suivis du Royaume-Uni, etc.).

### **Classification des branches d'activité**

Depuis 1999, les statistiques financières et fiscales des entreprises sont fondées sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). De 1988

à 1998, on utilisait la Classification canadienne type des industries pour compagnies et entreprises (CTI-C 1980).

Le SCIAN est axé sur les activités et a été élaboré par les organismes statistiques du Canada, du Mexique et des États-Unis en vue de fournir un cadre uniforme pour la collecte, l'analyse et la diffusion des statistiques par branche d'activité utilisées par les analystes stratégiques gouvernementaux, les universitaires, les chercheurs, les entreprises et le public. Le SCIAN a été conçu principalement en vue de classer la production économique au niveau de l'établissement. C'est l'activité qui contribue le plus à la valeur ajoutée qui détermine le code du SCIAN pour l'établissement.

Afin de déterminer quel code du SCIAN attribuer à une entreprise statistique, on détermine un code pour chaque établissement appartenant à l'entreprise statistique. Le code du SCIAN qui correspond à la valeur ajoutée la plus importante est par la suite attribué à l'entreprise statistique. Le SCIAN (contrairement à la CTI-C 1980) ne prévoit pas de classification pour les activités intégrées. Par exemple, une entreprise pétrolière peut avoir des activités d'exploration, d'exploitation minière, de raffinage, d'expédition et de vente au détail de produits pétroliers. Alors que la CTI-C 1980 comportait un code de classification pour les activités pétrolières intégrées, dans le SCIAN, une telle entreprise est classifiée selon le code qui se rapporte à l'activité qui contribue le plus à la valeur ajoutée.

Le SCIAN est une classification hiérarchique détaillée qui comporte 920 classes à six chiffres. Celles-ci sont agrégées en 20 secteurs d'activité, comme l'exploitation minière, la fabrication, le commerce de gros, le commerce de détail et la construction.

La LDPM s'applique à 22 branches d'activité principales.

### **Exclusion de la catégorie « Gestion de sociétés et d'entreprises » (SCIAN 55)**

La catégorie « Gestion de sociétés et d'entreprises » (SCIAN 55) ne fait pas partie des données de la LDPM pour l'AR de 1999. Les sociétés de portefeuille sont classées sous SCIAN 55 « Gestion de sociétés et d'entreprises ». Les sociétés d'investissement et de portefeuille (CTI-C 6216 et 6239) ne figuraient également pas dans les publications de la LDPM remontant au milieu des années 80.

Toutefois, la catégorie SCIAN 55 ne comprend pas les données de toutes les sociétés de portefeuille de l'économie canadienne. Beaucoup de sociétés de portefeuille sont regroupées avec d'autres composantes d'une entreprise et classées sous la fonction dominante du

SCIAN. Les familles de sociétés réputées être une entreprise statistique simple devraient normalement produire un rapport à titre d'unité consolidée. L'entreprise, y compris une société de portefeuille mère, serait classée avec celle-ci dans la catégorie dominante du SCIAN, mais pas nécessairement à la rubrique SCIAN 55.

Lorsqu'on détermine qu'une famille de sociétés comprend plus d'une entreprise statistique, la société de portefeuille de cette entité peut être classée à la rubrique SCIAN 55, alors que les autres opérations seraient classées dans la rubrique du SCIAN de sa fonction dominante.

### **Disponibilité de données supplémentaires**

D'autres totalisations, outre celles qui sont publiées ici, peuvent être élaborées et fournies contre recouvrement des coûts. Pour plus de renseignements à ce sujet, prière de s'adresser à Jeannine D'Angelo, Division de l'organisation et des finances de l'industrie, Statistique Canada, Ottawa (téléphone : 613 951-2604, télécopieur 613 951-0318).

Les données disponibles sont assujetties aux dispositions de confidentialité de la LDPM et de la *Loi sur la statistique*.

## **Tableaux annexés**

**TABLEAU D'ANNEXE 1****Caractéristiques financières principales, par branche d'activité et contrôle****Valeur et part**

Agriculture, foresterie, pêche et chasse

1999		ÉTRANGER				CANADIEN			TOUTES
		ÉU	UE	Autres	Total	Privé	ECP	Total	
Actifs	000,000 \$	285	259	432	976	41,249	561	41,810	42,785
Part	%	0.7	0.6	1.0	2.3	96.4	1.3	97.7	100.0
Revenu d'exploitation	000,000 \$	363	250	369	982	29,428	57	29,484	30,467
Part	%	1.2	0.8	1.2	3.2	96.6	0.2	96.8	100.0

**TABLEAU D'ANNEXE 2****Caractéristiques financières principales, par branche d'activité et contrôle****Valeur et part**

Extraction de pétrole, de gaz et de charbon

1999		ÉTRANGER				CANADIEN			TOUTES
		ÉU	UE	Autres	Total	Privé	ECP	Total	
Actifs	000,000 \$	46,009	444	6,573	53,025	66,525	477	67,002	120,026
Part	%	38.3	0.4	5.5	44.2	55.4	0.4	55.8	100.0
Revenu d'exploitation	000,000 \$	19,566	172	3,351	23,089	20,384	206	20,590	43,679
Part	%	44.8	0.4	7.7	52.9	46.7	0.5	47.1	100.0

**TABLEAU D'ANNEXE 3****Caractéristiques financières principales, par branche d'activité et contrôle****Valeur et part**

Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole, de gaz et de charbon

1999		ÉTRANGER				CANADIEN			TOUTES
		ÉU	UE	Autres	Total	Privé	ECP	Total	
Actifs	000,000 \$	13,663	2,556	3,744	19,963	59,751	18	59,770	79,733
Part	%	17.1	3.2	4.7	25.0	74.9	0.0	75.0	100.0
Revenu d'exploitation	000,000 \$	4,762	873	2,133	7,767	15,754	2	15,756	23,523
Part	%	20.2	3.7	9.1	33.0	67.0	0.0	67.0	100.0

**TABLEAU D'ANNEXE 4****Caractéristiques financières principales, par branche d'activité et contrôle****Valeur et part**

Services publics

1999		ÉTRANGER				CANADIEN			TOUTES
		ÉU	UE	Autres	Total	Privé	ECP	Total	
Actifs	000,000 \$	2,716	2	3	2,720	32,250	110,482	142,733	145,453
Part	%	1.9	0.0	0.0	1.9	22.2	76.0	98.1	100.0
Revenu d'exploitation	000,000 \$	15,162	3	1	15,166	15,727	22,382	38,109	53,275
Part	%	28.5	0.0	0.0	28.5	29.5	42.0	71.5	100.0

**TABLEAU D'ANNEXE 5****Caractéristiques financières principales, par branche d'activité et contrôle****Valeur et part**

## Construction

1999		ÉTRANGER				CANADIEN			TOUTES
		ÉU	UE	Autres	Total	Privé	ECP	Total	
Actifs	000,000 \$	1,383	1,138	698	3,219	83,250	2	83,252	86,472
Part	%	1.6	1.3	0.8	3.7	96.3	0.0	96.3	100.0
Revenu d'exploitation	000,000 \$	2,745	1,539	583	4,867	103,480	0	103,481	108,348
Part	%	2.5	1.4	0.5	4.5	95.5	0.0	95.5	100.0

**TABLEAU D'ANNEXE 6****Caractéristiques financières principales, par branche d'activité et contrôle****Valeur et part**

## Fabrication

1999		ÉTRANGER				CANADIEN			TOUTES
		ÉU	UE	Autres	Total	Privé	ECP	Total	
Actifs	000,000 \$	159,190	56,326	26,294	241,810	270,738	577	271,316	513,125
Part	%	31.0	11.0	5.1	47.1	52.8	0.1	52.9	100.0
Revenu d'exploitation	000,000 \$	223,694	51,228	33,638	308,561	282,049	699	282,748	591,309
Part	%	37.8	8.7	5.7	52.2	47.7	0.1	47.8	100.0

**TABLEAU D'ANNEXE 7****Caractéristiques financières principales, par branche d'activité et contrôle****Valeur et part**

Commerce de gros

1999		ÉTRANGER				CANADIEN			TOUTES
		ÉU	UE	Autres	Total	Privé	ECP	Total	
Actifs	000,000 \$	27,232	8,418	10,105	45,755	86,407	9,785	96,192	141,947
Part	%	19.2	5.9	7.1	32.2	60.9	6.9	67.8	100.0
Revenu d'exploitation	000,000 \$	54,810	19,070	24,731	98,611	207,032	3,603	210,635	309,246
Part	%	17.7	6.2	8.0	31.9	66.9	1.2	68.1	100.0

**TABLEAU D'ANNEXE 8****Caractéristiques financières principales, par branche d'activité et contrôle****Valeur et part**

Commerce de détail

1999		ÉTRANGER				CANADIEN			TOUTES
		ÉU	UE	Autres	Total	Privé	ECP	Total	
Actifs	000,000 \$	15,441	3,553	402	19,395	81,034	1,393	82,426	101,822
Part	%	15.2	3.5	0.4	19.0	79.6	1.4	81.0	100.0
Revenu d'exploitation	000,000 \$	34,611	7,663	1,690	43,963	223,158	8,461	231,619	275,582
Part	%	12.6	2.8	0.6	16.0	81.0	3.1	84.0	100.0

**TABLEAU D'ANNEXE 9****Caractéristiques financières principales, par branche d'activité et contrôle****Valeur et part**

Transport et entreposage

1999		ÉTRANGER				CANADIEN			TOUTES
		ÉU	UE	Autres	Total	Privé	ECP	Total	
Actifs	000,000 \$	13,988	875	635	15,497	78,460	9,270	87,730	103,227
Part	%	13.6	0.8	0.6	15.0	76.0	9.0	85.0	100.0
Revenu d'exploitation	000,000 \$	8,791	1,260	1,952	12,003	67,398	8,024	75,423	87,425
Part	%	10.1	1.4	2.2	13.7	77.1	9.2	86.3	100.0

**TABLEAU D'ANNEXE 10****Caractéristiques financières principales, par branche d'activité et contrôle****Valeur et part**

Industrie de l'information et industrie culturelle

1999		ÉTRANGER				CANADIEN			TOUTES
		ÉU	UE	Autres	Total	Privé	ECP	Total	
Actifs	000,000 \$	4,204	813	439	5,456	116,999	1,486	118,485	123,941
Part	%	3.4	0.7	0.4	4.4	94.4	1.2	95.6	100.0
Revenu d'exploitation	000,000 \$	3,359	1,124	428	4,911	54,479	778	55,257	60,169
Part	%	5.6	1.9	0.7	8.2	90.5	1.3	91.8	100.0

**TABLEAU D'ANNEXE 11****Caractéristiques financières principales, par branche d'activité et contrôle****Valeur et part**

Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts

1999		ÉTRANGER				CANADIEN			TOUTES
		ÉU	UE	Autres	Total	Privé	ECP	Total	
Actifs	000,000 \$	55,282	4,695	11,866	71,843	19,973	52,484	72,457	144,300
Part	%	38.3	3.3	8.2	49.8	13.8	36.4	50.2	100.0
Revenu d'exploitation	000,000 \$	7,970	675	849	9,495	3,539	4,704	8,243	17,737
Part	%	44.9	3.8	4.8	53.5	20.0	26.5	46.5	100.0

**TABLEAU D'ANNEXE 12****Caractéristiques financières principales, par branche d'activité et contrôle****Valeur et part**

Sociétés d'assurance

1999		ÉTRANGER				CANADIEN			TOUTES
		ÉU	UE	Autres	Total	Privé	ECP	Total	
Actifs	000,000 \$	54,204	39,054	10,206	103,465	139,992	8,157	148,149	251,614
Part	%	21.5	15.5	4.1	41.1	55.6	3.2	58.9	100.0
Revenu d'exploitation	000,000 \$	12,336	11,810	2,848	26,995	32,573	3,935	36,508	63,503
Part	%	19.4	18.6	4.5	42.5	51.3	6.2	57.5	100.0

**TABLEAU D'ANNEXE 13****Caractéristiques financières principales, par branche d'activité et contrôle****Valeur et part**

Autres intermédiaires financiers

1999		ÉTRANGER				CANADIEN			TOUTES
		ÉU	UE	Autres	Total	Privé	ECP	Total	
Actifs	000,000 \$	18,729	2,748	2,714	24,191	151,688	18,945	170,633	194,824
Part	%	9.6	1.4	1.4	12.4	77.9	9.7	87.6	100.0
Revenu d'exploitation	000,000 \$	3,597	723	652	4,972	33,907	1,602	35,509	40,481
Part	%	8.9	1.8	1.6	12.3	83.8	4.0	87.7	100.0

**TABLEAU D'ANNEXE 14****Caractéristiques financières principales, par branche d'activité et contrôle****Valeur et part**

Intermédiation de dépôt et de crédit

1999		ÉTRANGER				CANADIEN			TOUTES
		ÉU	UE	Autres	Total	Privé	ECP	Total	
Actifs	000,000 \$	23,813	100,693	10,369	134,876	1,033,759	83,347	1,117,106	1,251,982
Part	%	1.9	8.0	0.8	10.8	82.6	6.7	89.2	100.0
Revenu d'exploitation	000,000 \$	1,541	8,360	1,276	11,177	71,901	4,619	76,520	87,697
Part	%	1.8	9.5	1.5	12.7	82.0	5.3	87.3	100.0

**TABLEAU D'ANNEXE 15****Caractéristiques financières principales, par branche d'activité et contrôle****Valeur et part**

Services immobiliers et services de location et de location à bail

1999		ÉTRANGER				CANADIEN			TOUTES
		ÉU	UE	Autres	Total	Privé	ECP	Total	
Actifs	000,000 \$	17,948	2,937	3,072	23,957	152,062	2,711	154,773	178,730
Part	%	10.0	1.6	1.7	13.4	85.1	1.5	86.6	100.0
Revenu d'exploitation	000,000 \$	3,472	754	648	4,874	36,061	363	36,424	41,299
Part	%	8.4	1.8	1.6	11.8	87.3	0.9	88.2	100.0

**TABLEAU D'ANNEXE 16****Caractéristiques financières principales, par branche d'activité et contrôle****Valeur et part**

Services professionnels, scientifiques et techniques

1999		ÉTRANGER				CANADIEN			TOUTES
		ÉU	UE	Autres	Total	Privé	ECP	Total	
Actifs	000,000 \$	7,374	1,326	616	9,315	45,018	940	45,958	55,273
Part	%	13.3	2.4	1.1	16.9	81.4	1.7	83.1	100.0
Revenu d'exploitation	000,000 \$	8,173	1,863	561	10,598	48,706	726	49,432	60,030
Part	%	13.6	3.1	0.9	17.7	81.1	1.2	82.3	100.0

**TABLEAU D'ANNEXE 17****Caractéristiques financières principales, par branche d'activité et contrôle****Valeur et part**

Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement

1999		ÉTRANGER				CANADIEN			TOUTES
		ÉU	UE	Autres	Total	Privé	ECP	Total	
Actifs	000,000 \$	8,044	1,158	298	9,500	21,250	145	21,394	30,895
Part	%	26.0	3.7	1.0	30.8	68.8	0.5	69.2	100.0
Revenu d'exploitation	000,000 \$	5,622	1,450	449	7,521	31,204	23	31,226	38,747
Part	%	14.5	3.7	1.2	19.4	80.5	0.1	80.6	100.0

**TABLEAU D'ANNEXE 18****Caractéristiques financières principales, par branche d'activité et contrôle****Valeur et part**

Services d'enseignement

1999		ÉTRANGER				CANADIEN			TOUTES
		ÉU	UE	Autres	Total	Privé	ECP	Total	
Actifs	000,000 \$	117	1	84	202	2,345	0	2,345	2,547
Part	%	4.6	0.0	3.3	7.9	92.1	0.0	92.1	100.0
Revenu d'exploitation	000,000 \$	153	1	72	226	3,738	0	3,738	3,964
Part	%	3.9	0.0	1.8	5.7	94.3	0.0	94.3	100.0

**TABLEAU D'ANNEXE 19****Caractéristiques financières principales, par branche d'activité et contrôle****Valeur et part**

Soins de santé et assistance sociale

1999		ÉTRANGER				CANADIEN			TOUTES
		ÉU	UE	Autres	Total	Privé	ECP	Total	
Actifs	000,000 \$	250	39	37	327	15,384	23	15,407	15,734
Part	%	1.6	0.2	0.2	2.1	97.8	0.1	97.9	100.0
Revenu d'exploitation	000,000 \$	135	59	28	222	15,767	42	15,808	16,030
Part	%	0.8	0.4	0.2	1.4	98.4	0.3	98.6	100.0

**TABLEAU D'ANNEXE 20****Caractéristiques financières principales, par branche d'activité et contrôle****Valeur et part**

Arts, spectacles et loisirs

1999		ÉTRANGER				CANADIEN			TOUTES
		ÉU	UE	Autres	Total	Privé	ECP	Total	
Actifs	000,000 \$	205	38	155	397	11,136	2,566	13,702	14,099
Part	%	1.5	0.3	1.1	2.8	79.0	18.2	97.2	100.0
Revenu d'exploitation	000,000 \$	211	47	62	320	11,653	10,580	22,233	22,552
Part	%	0.9	0.2	0.3	1.4	51.7	46.9	98.6	100.0

**TABLEAU D'ANNEXE 21****Caractéristiques financières principales, par branche d'activité et contrôle****Valeur et part**

Hébergement et services de restauration

1999		ÉTRANGER				CANADIEN			TOUTES
		ÉU	UE	Autres	Total	Privé	ECP	Total	
Actifs	000,000 \$	2,927	448	1,906	5,281	29,383	23	29,406	34,687
Part	%	8.4	1.3	5.5	15.2	84.7	0.1	84.8	100.0
Revenu d'exploitation	000,000 \$	2,744	404	792	3,941	36,810	13	36,823	40,764
Part	%	6.7	1.0	1.9	9.7	90.3	0.0	90.3	100.0

**TABLEAU D'ANNEXE 22****Caractéristiques financières principales, par branche d'activité et contrôle****Valeur et part**

Autres services, sauf les administrations publiques

1999		ÉTRANGER				CANADIEN			TOUTES
		ÉU	UE	Autres	Total	Privé	ECP	Total	
Actifs	000,000 \$	2,572	480	124	3,176	18,897	4	18,901	22,077
Part	%	11.7	2.2	0.6	14.4	85.6	0.0	85.6	100.0
Revenu d'exploitation	000,000 \$	3,504	945	141	4,591	24,523	7	24,530	29,121
Part	%	12.0	3.2	0.5	15.8	84.2	0.0	84.2	100.0

**TABLEAU D'ANNEXE 23****Caractéristiques financières principales, par branche d'activité et contrôle****Valeur et part**

Total des branches d'activité financières et assurances

1999		ÉTRANGER				CANADIEN			TOUTES
		ÉU	UE	Autres	Total	Privé	ECP	Total	
Actifs	000,000 \$	152,029	147,191	35,155	334,374	1,345,412	162,933	1,508,346	1,842,720
Part	%	8.3	8.0	1.9	18.1	73.0	8.8	81.9	100.0
Revenu d'exploitation	000,000 \$	25,444	21,569	5,626	52,639	141,920	14,860	156,780	209,418
Part	%	12.1	10.3	2.7	25.1	67.8	7.1	74.9	100.0

**TABLEAU D'ANNEXE 24****Caractéristiques financières principales, par branche d'activité et contrôle****Valeur et part**

Total des branches d'activité non financières (sauf la gestion de sociétés et d'entreprises)

1999		ÉTRANGER				CANADIEN			TOUTES
		ÉU	UE	Autres	Total	Privé	ECP	Total	
Actifs	000,000 \$	323,545	80,809	55,617	459,971	1,212,137	140,463	1,352,601	1,812,572
Part	%	17.9	4.5	3.1	25.4	66.9	7.7	74.6	100.0
Revenu d'exploitation	000,000 \$	391,879	88,706	71,629	552,214	1,227,351	55,966	1,283,317	1,835,531
Part	%	21.3	4.8	3.9	30.1	66.9	3.0	69.9	100.0

**TABLEAU D'ANNEXE 25****Caractéristiques financières principales, par branche d'activité et contrôle****Valeur et part**

Total, toutes les branches d'activité (sauf la gestion de sociétés et d'entreprises)

1999		ÉTRANGER				CANADIEN			TOUTES
		ÉU	UE	Autres	Total	Privé	ECP	Total	
Actifs	000,000 \$	475,574	228,000	90,772	794,345	2,557,550	303,397	2,860,946	3,655,292
Part	%	13.0	6.2	2.5	21.7	70.0	8.3	78.3	100.0
Revenu d'exploitation	000,000 \$	417,323	110,275	77,255	604,852	1,369,271	70,826	1,440,097	2,044,949
Part	%	20.4	5.4	3.8	29.6	67.0	3.5	70.4	100.0